

# ***l'Anti*capitaliste**

n°636 | 10 novembre 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**ANTISOCIAL ET  
AUTORITAIRE**

**CENSURONS**

**LE MACRONISME**

**DANS LA RUE !**

**Dossier**

## **5<sup>e</sup> CONGRÈS DU NPA**

Pages 6 et 7

**ÉDITO**

Rien à attendre de  
la COP27 Page 2

**PREMIER PLAN**

Congrès du RN. Une  
extrême droite tournée  
vers la «conquête du  
pouvoir» Page 2

**ACTU INTERNATIONALE**

Israël. Leçons des  
élections législatives  
Page 4

Brésil. Deux stratégies  
pour faire face à  
Bolsonaro Page 5

**ACTU SOCIALE**

Racisme d'État.  
La chasse aux migrantEs  
est ouverte! Page 8

**LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Julien  
Leguet, un des porte-  
parole du collectif  
Bassines, non merci!  
Page 12

**POUR NOS  
SALAIRES**

**EN GRÈVE ET EN  
MANIFESTATION  
LE 10 NOVEMBRE**



Par CHRISTINE POUPIN

## Rien à attendre de la COP27

Qu'attendre d'une COP qui se tient dans l'Égypte du Maréchal Sissi dont les prisons retiennent 60 000 prisonniers d'opinion et où toute manifestation est interdite ? Qu'attendre d'une COP sponsorisée par Coca-Cola champion de l'accaparement de l'eau et de la pollution plastique (une matière issue essentiellement du pétrole et de gaz) ? Qu'attendre d'une vingt-septième COP quand les émissions des principaux gaz à effet de serre — CO<sub>2</sub> et méthane — sont, en 2021, les plus importantes jamais enregistrées ? Qu'attendre de COPs qui ne mettent toujours pas en cause les énergies fossiles pourtant principales responsables du changement climatique ? En 2015 à Paris, l'objectif de ne pas dépasser les 1,5°C d'augmentation de la température moyenne de la Terre a été (difficilement) acté, mais les engagements des États étaient loin de permettre d'atteindre cet objectif. Sept ans plus tard, malgré les invitations faites aux États de « rehausser leurs ambitions » le bilan est calamiteux et les engagements toujours insuffisants mènent à un réchauffement de 2,9°C. Aujourd'hui, avec (seulement) 1,1 à 1,2°C de hausse, les catastrophes — mégafeux, inondations, sécheresses... — font des millions de victimes, toujours parmi les plus pauvres et les moins responsables de ce chaos. Pourtant, la promesse du « fonds vert », 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 versés par les pays riches pour aider les pays du Sud à relever les défis climatiques, n'est pas tenue. Ceux qui claironnent que la somme pourrait être atteinte en 2023 cachent qu'il s'agit pour l'essentiel de prêts, qui vont encore alourdir le poids de la dette, et non de dons ! Pire, l'Europe et les États-Unis refusent toujours de payer pour les pertes et préjudices subis par les pays les plus pauvres. Comme le dit Greta Thunberg, « seules les mobilisations peuvent forcer les gouvernements à agir ». Pour la justice sociale et climatique, renforçons les marches climat du 12 novembre dans toutes les villes et construisons partout les résistances à tous les projets destructeurs et climaticides !

## BIEN DIT

Depuis 2018, une politique dite de « lutte contre les points de fixation » est menée dans le Calais et le Dunkerquois. Au nom de cette politique, visant à l'éloignement de la frontière des personnes survivant dans des lieux de vie informels du littoral du nord de la France, le gouvernement se rend coupable de traitements inhumains et dégradants.

UN COLLECTIF D'ASSOCIATIONS, liberation.fr, 7 novembre 2022.

Les chiffres ne trompent pas. Selon la dernière étude de l'Insee, les prix à la consommation ont augmenté de + 6,2% d'octobre 2021 à octobre 2022. Cette hausse de l'inflation est bien entendu due à l'augmentation des prix de l'énergie, de l'alimentation et des produits manufacturés. Autant dire que les luttes pour des hausses de salaires, luttes qui n'ont jamais cessé ces derniers mois, n'ont aucune raison de s'arrêter ces prochaines semaines. Car au-delà du cas très médiatisé de TotalEnergies (avec ses 18,8 milliards d'euros de profits au premier semestre, et son bénéfice net en augmentation de 43% en un an !), les grosses entreprises se portent plutôt bien : + 27% pour Airbus, + 26,5% pour Sanofi... Dans le même temps, le salaire mensuel de base a reculé avec l'inflation : - 2,9% dans le secteur tertiaire (en particulier les services), - 3% dans l'industrie, et même - 3,4% dans la construction. Pour les fonctionnaires, avec une augmentation de + 3,5% du point d'indice en juillet 2022, les augmentations totales de 2010 à 2022 ont été en tout de + 4,7%... alors que sur la même période longue, l'inflation cumulée a explosé à + 20,4% !

### Passages en force et fuite en avant raciste

En à peine deux semaines, le gouvernement d'Élisabeth Borne, petit doigt sur le couture du pantalon, a dégainé à quatre reprises l'article 49.3 pour faire passer les différents éléments du budget national de 2023. Car même avec une prétendue majorité — pourtant minoritaire — les classes dirigeantes et ceux qui les servent peuvent toujours compter sur des institutions antidémocratiques totalement à leur service, quitte à tordre le bras à une partie de leurs parlementaires. Mais du point de vue de la crise politique qui travaille le pouvoir, rien n'est réglé pour Macron et ses lieutenants, avec l'ombre d'une possible dissolution de l'Assemblée nationale comme coup de poker du président.

## ANTISOCIAL ET AUTORITAIRE Censurons le macronisme dans la rue !

Après une nouvelle journée de grève et de mobilisation, les raisons de la colère sont toujours là et ces prochaines semaines pourrait voir l'expression d'un empilement de revendications et de mobilisations, toujours autour de l'explosion des prix, de la « vie chère », mais aussi du refus de la énième réforme des retraites promise par le pouvoir pour le début de l'année prochaine.

### LIBÉRATION DE LA VIE POLITIQUE



CHARMAG

L'extrême droite espère récolter les fruits pourris de cette politique, se posant depuis plusieurs semaines comme la principale opposition à Macron et se payant même le luxe de voter les motions de censure proposées par la Nupes. À l'heure de la défense inconditionnelle apportée par le RN aux paroles racistes de l'un de ses députés, Grégoire de Fournas, la course à l'échalote lancée par Darmanin il y a quelques jours autour d'un énième projet de loi xénophobe sur l'immigration (ciblant notamment les personnes victimes d'OQTF, à la suite de l'assassinat de Lola et sa récupération ignoble par la

droite et l'extrême droite) va donner du grain à moudre à l'extrême droite pour répandre son idéologie dégueulasse.

### Après le 10 novembre, préparer les affrontements

Recul de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans pour 2032, augmentation du nombre d'années de cotisation et suppression des 42 régimes spécifiques dits régimes « spéciaux »... Macron ne fait pas mystère de ses projets en matière de « réforme » des retraites, souhaitant donc que le Parlement ait tranché avant la fin de l'hiver pour une entrée en vigueur l'été prochain.

Au-delà de vouloir répondre aux desiderata du Medef qui rêve d'une telle réforme depuis plusieurs années, Macron souhaite ainsi reprendre politiquement la main, mais notre camp social ne va pas se laisser faire.

Si le calendrier de mobilisation reste éclaté, avec des journées de grève et de mobilisation perlées plus ou moins préparées par les directions syndicales (comme la journée du 10 novembre), la colère sociale — intacte — cherche toujours le terrain propice à son incarnation. Explosion des prix, augmentation nécessaire de tous les revenus, défense des retraites, il faut faire le pari qu'une telle accumulation puisse porter à ébullition le monde du travail et la jeunesse ces prochaines semaines. Pour peu qu'on lui donne des perspectives afin que cette colère s'exprime pour la construction d'une mobilisation générale.

Pour notre camp social, l'issue ne réside pas dans les institutions : les motions de censure venues de la gauche sont sans effet, condamnées à être défaites les unes après les autres. La seule perspective reste la censure du pouvoir par la grève et dans la rue. Contre Macron au service du Medef, la droite et l'extrême droite, il n'y a pas d'autre voie possible que la construction dans l'unité d'un front de la gauche sociale et politique au service des luttes de notre camp pour y arriver.

Manu Bichindaritz

## CONGRÈS DU RASSEMBLEMENT NATIONAL Une extrême droite tournée vers la « conquête du pouvoir »

Avec l'élection de Jordan Bardella, sans surprise, à la présidence du Rassemblement national (RN), ce 18<sup>e</sup> congrès ne déchaîne pas un engouement massif en dehors du parti. Le slogan de Bardella, « on continue », n'annonce aucun changement majeur, pas même une petite fronde venue du Pas-de-Calais.

Pourtant, le passage de flamme à un autre qu'un Le Pen ouvre une nouvelle époque. « Nous avons quitté le temps des éclaireurs pour entrer dans l'ère des bâtisseurs [...] ». Nous savons que sauver la France, c'est sauver l'Europe » annonce Bardella avec une grandiloquence toute identitaire. Il est le nouveau président mais tout tourne autour de la prochaine candidate à la présidentielle, qui assume pleinement l'héritage du FN et compte le faire passer « de l'espoir au pouvoir ». C'est à cette période que

ne pas assister, passif, à une résistante ascension.

### « Re-radicalisation » ?

Quinze jours avant, Marine Le Pen réagissait à un article de Valeurs actuelles lui prêtant des « propos fielleux et anonymes » à l'encontre du « clan Hénin-Beaumont ». Elle rappelle qu'elle a nommé Steeve Briois et Bruno Bilde au « bureau exécutif du parti, la plus haute instance ». Las ! Son successeur les éloigne. Mais le noyau dirigeant est peu renouvelé. Arrivent à la direction Gilles Pennelle, au FN

depuis les années 1980, promu directeur général, et Julien Sanchez, maire de Beaucaire, au FN depuis 2000, en charge des élus. Nommé premier vice-président, Louis Aliot assure de sa fidélité et fait de l'implantation locale une « absolue nécessité ». Briois perd sa vice-présidence et boude « loin du parisianisme et de ces gens hors sol ». En se plaignant des « positions droitières », Briois n'entend pas les avertissements de Bardella aux zemmouriens qui se réjouiraient de sa promotion : « Nous nous écarterons [...] des provocations toujours plus inutiles [...] »

de ces nostalgies anachroniques qui font de leurs tenants la caricature que leurs adversaires veulent qu'ils soient ». Jordan Bardella suscite une certaine sympathie dans les extrêmes droites, surtout lorsqu'il flatte « un peuple capable de bâtir 1000 centrales et 1000 cathédrales ». Mais il n'est pas question d'absoudre les renégats, ni de singer un Éric Zemmour, occupé à se dépêtrer de sa piteuse récupération de la mort de Lola Daviet. Si Briois s'alarme d'une « re-radicalisation », c'est pour éviter, vainement, que d'autres prennent sa place. Qualifiées



# Un monde à changer

## DANS LES CÔTES D'ARMOR, UNE BRETAGNE OUVERTE ET SOLIDAIRE S'OPPOSE AUX TROUPES DE ZEMMOUR

Poursuivant sa campagne d'infamies et de mensonges, Reconquête, le parti de Zemmour a appelé à un nouveau rassemblement ce samedi 5 novembre à Callac (Côtes-d'Armor) contre le projet d'accueil et d'installation de réfugiés soutenu par la municipalité.

Depuis des semaines, ces fascistes ne cessent de menacer les éluEs, de faire régner un climat nauséabond et délétère en s'en prenant à certains habitantEs « par des gribouillis nazis et islamophobes défigurant les murs de la commune ». Ce samedi, ils avaient mobilisé la cour et l'arrière-cour de leurs troupes haineuses et racistes, dont « l'avocat Gilbert Collard... pour se retrouver à 200 ou 300 devant la mairie, protégés par une armada de gendarmes.

Comme le 17 septembre, avec un large collectif unitaire d'associations, syndicats et partis, nous nous sommes retrouvés à au moins 700 sous la halle de Kan An Dour pour exprimer de manière combative et joyeuse le refus du racisme et pour une

Bretagne antifasciste ouverte et solidaire : slogans, musiques, chants, danses et fest deiz. De nombreuses interventions dont celles de collectifs antifascistes mais aussi de Solidaires, de VISA, de la CGT ont insisté sur la liberté de circulation et d'installation, le refus des frontières mortifères, le soutien au projet de la municipalité et la nécessité de combattre pied à pied partout, en particulier dans la rue, le racisme et le fascisme.

Vers 15h30, à l'initiative entre autres des jeunes antifascistes, nous avons décidé, derrière la fanfare, de nous rapprocher de la mairie... Un cortège de 300 à 400 manifestantEs a tenté pendant plus d'une heure de contourner les barrages de la gendarmerie qui n'a pas hésité à faire usage de la force et des lacrymogènes. Nous y étions toutes tous ou presque : antifas, Solidaires, VISA, CGT, NPA, FI, PCF, « Pas de quartier pour les fascistes, Pas d'fascistes dans nos campagnes ».

Ici et ailleurs, notre engagement reste total pour le droit d'asile plein et entier, la régularisation de toutEs les sans-papiers, pour une Bretagne ouverte et solidaire.

CorrespondantEs NPA 29 et 22

## SANTÉ AU TRAVAIL

# Crimes de l'amiante : justice possible ?

Les responsables de l'AVA (une des associations de défense des victimes de l'amiante) ont annoncé qu'une audience judiciaire impliquant les membres du Comité permanent amiante se tiendrait le 9 mars 2023.

Vers 1970, les industriels de l'amiante perdent le marché des USA. Des études montrent les ravages de l'amiante sur celles et ceux qui l'emploient et le mettent en œuvre, le risque amiante n'est plus couvert pour les assurances, privées, du travail. Ils sont décidés à ne pas reproduire la même erreur en Europe.

### « Promouvoir l'usage contrôlé de l'amiante »

Une conférence se tient en 1971 à Londres, rassemblant tout ce qui compte dans le petit monde des fabricants et diffuseurs d'amiante<sup>1</sup>. Pour la France, la stratégie est de créer une structure de lobbying efficace, avec un mot d'ordre choc : « Promouvoir l'usage contrôlé de l'amiante ». Le sinistre Comité Permanent amiante (CPA) est né. L'opération est menée de main de maître :

– L'amiante est un produit miracle, isolant parfait et anti-feux, apte à de multiples usages.

– Mais il présente des dangers, il faut donc en faire un usage



PHOTO THÈQUE ROUGE/DR

sécuritaire en édictant des règles strictes.

Le CPA est une structure tripartite État, patrons, syndicats, qui édicte ces normes qui ne seront jamais appliquées.

Des experts sont là pour dire la vérité scientifique : médecins dévoyés, hauts fonctionnaires serviles, experts patronaux sans conscience. Et l'argent coule à flots : colloques, voyages,

brochures, films, rien n'est trop beau.

Terrible bilan : avec les morts du passé et la courbe des maladies de l'amiante actuellement détectées, le pronostic fait en 1997, lors de l'interdiction – 100 000 morts au minimum –, sera dépassé.

### Imposer la justice

En France, s'opposer à la construction d'une « bassine » destiné à capter l'eau au profit de quelques agriculteurs de l'industrie agro-alimentaire peut vous envoyer en prison. Mais participer et couvrir une opération des industriels qui tue des dizaines de milliers de personnes, c'est sans risque.

Le Parquet et certains juges complaisants bloquent depuis des dizaines d'années les plaintes des victimes, et refusent que les membres du CPA soient inquiétés.

L'AVA a choisi un moyen judiciaire qui est la citation directe, qui permet, en principe, de faire comparaître les gens cités lors d'une audience, sans que le Parquet ne puisse s'y opposer.

Ses avocats ont ainsi obtenu que 14 éminents membres du CPA soient appelés à comparaître en mars 2023. Quasi en même temps, les victimes d'Eternit, fabricant mondial de toitures en amiante-ciment, viennent d'apprendre que l'avis de la Cour d'appel de Paris sur leur demande de procès pour des plaintes datant de plus de 30 ans... était repoussé de six mois.

Hors d'Europe, les fabricants d'amiante continuent à vendre et diffuser leur poison dans les logements, les usines, les toits, et même dans les vêtements, talc pour bébés, etc. Les marchands de mort savent qu'ils ne seront jamais jugés... sauf si la colère des victimes explose enfin pour imposer la justice.

Exigeons la séquestration des profits réalisés sur l'amiante et des biens des fabricants, diffuseurs et complices de leurs crimes, pour indemniser les victimes.

En France, et partout dans le monde.

### Lionel Denis

1 – Lire le remarquable polar *Ravages*, de Anne Rambach. Tout y est de cette opération d'assassinat de masse en bande organisée.

un peu vite de fronde, ces tensions personnelles sont courantes dans un parti dont le fonctionnement n'a rien de démocratique. Le recentrage institutionnel autour du groupe parlementaire pourrait se faire au détriment de l'appareil militant. Mais il se fait surtout au détriment du maire d'Hénin-Beaumont, dont la victoire était, jusque-là, un modèle d'implantation.

### Une riposte à (re)construire

Avec 12 000 nouveaux cotisants à 20 euros, 36 000 adhérentEs auraient participé à plus de 70% au vote. En 2018, le FN annonçait 27 000 réponses pour une consultation de 51 000 adhérentEs. En 2021, le RN revendiquait « 83 000 adhérents et sympathisants », réduits à un peu plus de 20 000, selon *le Monde*. L'érosion militante n'est pas stoppée. Mais Bardella galvanise les troupes, appelant à la discipline et l'exemplarité, pour « s'aguerrir », occuper le terrain culturel et faire « émerger les concepts de demain ». La

nouvelle présidence rêve d'un parti de masse. Pour contrer ce renforcement à la base, les mobilisations antifascistes reste encore à (ré)inventer.

Le résultat étant déjà connu, la facho-sphère ne manifeste pas un vif intérêt. Certes Matteo Salvini de la Lega italienne salue les coopérations à venir entre les deux partis, Frédéric Chatillon se réjouit de « l'éclatante victoire » de son ancien gendre et Jean-Yves Le Gallou, qui s'était indigné de sa « soumission à une assesseur voilée » en juin 2021, le félicite pour sa « belle élection ». La Cocarde étudiante, dont l'actuel président est attaché parlementaire de Jean-Paul Garraud, salue la cooptation de son ancien secrétaire général et actuel attaché parlementaire de Bardella, à la tête de Génération nation. Mais une partie des extrêmes droites vaque ailleurs : qui à Callac pour s'opposer à l'accueil d'immigrés, qui au colloque d'Academia Christiana pour choisir entre « sécession ou reconquête ».

## ENCORE UN PROBLÈME DE TENUE VESTIMENTAIRE À L'ASSEMBLÉE



C'est dans ce paysage des extrêmes droites, dont les dynamiques se nourrissent, même faites d'oppositions, qu'il faut analyser la nouvelle page tournée par Jordan Bardella et préparer l'offensive. L'état des discussions

unitaires actuelles ne permet pas de prendre la mesure de ce tournant. Ce sera une de nos tâches urgentes pour la (re)construction d'une riposte aux extrêmes droites et leur monde. **Commission nationale antifasciste**

## Le chiffre

# 27,5%

C'est le pourcentage d'enfants âgés de 0 à 10 ans qui se trouvent sans pédiatre à moins de 45 minutes de route.

UFC-Que choisir, 8 novembre 2022.



## Agenda

**Samedi 12 novembre, marches mondiales pour le climat.**

**Lundi 14 novembre, Procès en appel de Gaël Quirante, Versailles.** À 12h, rassemblement de soutien devant la Cour d'appel de Versailles, 5 rue Carnot (voir p. 9).

**Mercredi 16 novembre, Rencontre de La Brèche autour du livre *Antifascisme(s). Des années 1960 à nos jours*, Paris 12<sup>e</sup>.** Avec l'auteur Jean-Paul Gautier, à 19h, à la librairie La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris (M° Daumesnil).

**Du 19 au 26 novembre, manifestations contre les violences sexistes et sexuelles.** À Paris, la manifestation aura lieu le samedi 19 novembre à 14h à République.

**Dimanche 4 décembre, projection d'*Il nous reste la colère sur la lutte des Ford avec Philippe Poutou, Saint-Ouen l'Aumône (95)*.** À 11h15 au cinéma Utopia, place de la mairie. La projection sera suivie d'une rencontre avec les réalisateurs du film et avec Philippe Poutou.

**Mercredi 7 décembre, Rencontre de La Brèche autour du livre *La norme gynécologique. Ce que la médecine fait au corps des femmes*, Paris 12<sup>e</sup>.** Avec l'autrice Aurore Koechlin, à 19h, à la librairie.

**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveau parti anticapitaliste.org

## NO COMMENT

*S'il n'y avait plus de problème d'immigration en France, il n'y aurait plus de Front national.*

GÉRALD DARMANIN, BFM-TV, 2 novembre 2022.

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaires de rédaction :**  
Fabienne Brifault, Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



## RUSSIE Le spectre de la guerre civile ?

Nous publions le point de vue d'une sociologue russe, publié sur le site [russiandissent.com](https://russiandissent.com).

La mobilisation partielle annoncée le 21 septembre n'a pas uni les Russes. Au contraire, elle les a divisés encore plus. Mais si auparavant la désunion était fondée sur une sorte d'accord tacite selon lequel chacun se bat pour le bien-être de sa famille, maintenant l'hostilité pénètre notre monde social atomisé. Il ne s'agit pas d'une indignation dirigée contre les autorités qui ont déclenché cette guerre manifestement criminelle. Non, une société atomisée engendre une hostilité atomisée : ceux qui reconnaissent cette guerre comme juste ou du moins inévitable, ceux qui n'ont pu éviter la mobilisation, commencent à haïr ceux qui sont contre la guerre ou qui l'ont simplement fuie. Cette haine va grandir, les funérailles et autres épreuves de la guerre vont la renforcer, et elle ne va pas disparaître d'elle-même, ni être l'impulsion d'un soulèvement populaire. Cette haine n'a plus d'objet commun, elle est chaotique, et donc stérile, bien que toujours dangereuse.

### La politique a été tuée

L'antagonisme entre des forces politiques opposées se forme dans une société qui fait effectivement de la politique, où il existe des forces qui se reconnaissent comme politiques, prêtes à lutter pour le pouvoir et la domination dans la société. En Russie, la politique a été tuée, l'opposition a été fragmentée physiquement et moralement. Mais cela n'a pas suffi à éloigner le pays du précipice : d'autres fissures traversent donc notre société — dans les familles, les communautés d'amis, les réseaux professionnels. Les fissures d'une guerre civile froide.

On ne peut nier que la propagande a fait son travail sur la société russe. Nos propagandistes n'ont certes pas de compétences particulières, et les auteurs des fameux « manuels » des idéologues de l'administration présidentielle sont eux aussi des penseurs médiocres. Mais c'est leur ignorance et leur pauvreté intellectuelle qui leur ont permis de viser juste, et les propagandistes stupides et cupides ont réussi à éveiller des sentiments purs chez leur public, suscitant une obéissance répugnante à la guerre.

Bien sûr, si un individu avait des convictions politiques avant le 24 février, il avait une forte immunité contre toute propagande, et il était capable de séparer le bien réel du pays des manipulations de la propagande. Mais dans une société anti-politique et atomisée, combien de Russes avaient même des convictions politiques claires ? Aujourd'hui, il est encore plus difficile de faire naître des convictions politiques, et l'irritation monte contre ceux qui souhaitent la défaite de leur propre pays, ce qui va à l'encontre de toutes les règles et principes d'un esprit civilisé.

### Que peut-il se passer ?

L'option sans effusion de sang serait un traditionnel coup d'État russe, par le haut. Un nouveau dirigeant viendra qui, poursuivant sur le thème « la patrie est en danger », expliquera que le danger ne vient pas de l'Occident ni de l'Ukraine, mais, bien au contraire, de la mauvaise politique de son prédécesseur. Le « messie » nouvellement apparu sera-t-il capable d'effacer toutes les fissures de notre société ? Très brièvement. Au mieux, le coup d'État du Kremlin aiderait notre société à reprendre ses esprits et à former dans l'urgence quelque chose comme des convictions et des mouvements politiques qui entreraient enfin dans l'histoire et seraient capables de résister aux dangers réels pour notre pays.

Mais il y a aussi une option sanglante. Les fissures s'élargiront, la société s'effondrera dans le cauchemar d'une guerre civile, et aucun expert sain d'esprit ne peut en prédire l'issue. Bien sûr, il y a toujours une troisième option : une série de grèves, l'élargissement de certaines fissures et divers affrontements locaux, une lente renaissance des forces politiques, une véritable lutte politique et, enfin, la victoire des forces les plus sensées. La victoire des forces insensées serait une défaite au-delà de la Russie.

**Anna Ochknia**

Version intégrale (en anglais) sur

<https://russiandissent.com/p/the-cold-civil-war>

## ISRAËL Leçons des élections législatives

Retour sur les élections législatives qui se sont déroulées le 1<sup>er</sup> novembre en Israël, et qui ont vu le triomphe de Netanyahu et de l'extrême droite.

L'opposition dirigée par le Likoud de Netanyahu a concentré toute sa rhétorique raciste contre l'idée d'un gouvernement soutenu par des partis arabes. En retour, la coalition gouvernementale sortante dirigée par Yair Lapid et Benny Gantz a essayé de faire oublier au public sa période difficile à la tête du pays, en agitant la menace de la montée en puissance de Bezalel Smotrich<sup>1</sup>, Itamar Ben-Gvir<sup>2</sup> et de l'extrême droite ouvertement fasciste.

Le résultat a été que le voyou Ben-Gvir a été le héros du jour, avec la Liste sioniste religieuse qui est devenue la troisième force du pays, et que Netanyahu a obtenu la majorité dont il rêvait depuis longtemps. Netanyahu peut maintenant enfourcher sa monture raciste pour échapper aux portes de la prison qui menaçaient de se refermer sur lui.

### Que s'est-il réellement passé lors des élections ?

L'électorat israélien a poursuivi sa longue trajectoire à sens unique en direction de la droite raciste religieuse. On assiste à la combinaison de plusieurs tendances à long terme :

- La croissance des communautés religieuses juives orthodoxes et l'alliance entre les dirigeants orthodoxes et la droite laïque ;

- Le nombre croissant de colons juifs en Cisjordanie, où le conflit avec les Palestiniens est beaucoup plus violent ;

- Le détournement, par une communauté des colons politiquement dynamique, de l'armée et de l'appareil d'État, avec le consentement tranquille des anciennes élites apathiques ;

- Enfin, l'illusion de l'existence d'une gauche sioniste qui s'estompé lentement mais sûrement. En fait, il n'y a pas eu de grand changement du côté des électeurs lors de cette élection. En mai 2021, un parti d'extrême droite, Yamina, avait accepté de rejoindre le camp anti-Bibi, en échange de la nomination de son leader, Naftali Bennett, au poste de Premier ministre, et de la possibilité de dicter le programme raciste, néolibéral et antisocial du gouvernement. Maintenant que ce gouvernement a été dissous, les électeurs de Yamina sont retournés à leur place naturelle. Les autres modifications dans les résultats sont dues aux coups que se sont portés eux-mêmes les leaders du camp « alternatif ».

C'est toujours la même vieille politique raciste israélienne, où les Palestiniens ne sont pas considérés comme une partie légitime du jeu politique — aucune réflexion sur une solution politique n'est autorisée, et aucun Arabe ne peut

partager la moindre parcelle de pouvoir. C'est une répétition amplifiée du fiasco de 2020, lorsque le général Benny Gantz avait refusé la perspective de diriger un gouvernement soutenu par les membres arabes de la Knesset et avait accepté de soutenir un gouvernement Netanyahu alors qu'il avait promis de s'y opposer. Cette fois, l'ensemble du gouvernement Lapid a fui sa propre ombre pour éviter l'accusation de « gauchisme » ou de « s'appuyer sur les Arabes », jusqu'à s'autodétruire.

### Le nouveau gouvernement est-il dangereux ?

Selon un rapport publié par l'ONU le jour des élections, l'année 2022 a vu plus de meurtres de Palestiniens par les forces d'occupation et les colons israéliens que toute autre année depuis que l'ONU a commencé à comptabiliser ces meurtres en 2005.

Le nouveau gouvernement d'extrême droite de Netanyahu va-t-il tuer davantage ? C'est évidemment possible. Mais ce n'est pas l'opinion publique israélienne qui limite les atrocités contre les Palestiniens. Le fait fondamental est qu'Israël a besoin du soutien des États-Unis (et, dans une moindre mesure, de l'Europe occidentale) sur le plan militaire, économique et politique pour continuer à bénéficier de l'impunité pour ses crimes contre

l'humanité. La principale force susceptible de freiner les crimes de guerre israéliens est la pression exercée par les puissances occidentales, motivée par la crainte d'une réaction brutale des masses arabes. Un signe encourageant est que les bailleurs de fonds internationaux d'Israël ont déjà émis des signaux d'avertissement à la suite des résultats des élections.

Nous avons également des raisons personnelles de nous inquiéter. Si Ben-Gvir devenait ministre de la Sécurité intérieure, comme cela a été rapporté, il pourrait envoyer la police frapper à ma porte. C'est la menace supplémentaire avec les fascistes : non seulement l'occupation militaire, mais aussi le ciblage des opposants politiques.

En évoquant cette menace directe, je ne peux m'empêcher de me rappeler que la dernière fois qu'ils sont venus m'emmener pour un interrogatoire du Shabak, en avril 2021, ils n'ont pas frappé à ma porte mais l'ont littéralement enfoncée. L'oppression politique n'est donc pas nouvelle non plus. Mais peut-être que sous le nouveau gouvernement, plus de gens comprendront enfin que la « démocratie israélienne » n'existe pas et qu'elle ne peut donc pas être défendue ou sauvée.

**Yoav Haifawi, traduction J.S.**

Version intégrale (en anglais) sur [mondoweiss.net](https://mondoweiss.net).

1 – Député d'extrême droite (Parti sioniste religieux).

2 – Député d'extrême droite (Otzma Yehudit, « Pouvoir juif »).

## ALGÉRIE L'Algérie normalisée de Tebboune et la hantise du hirak

Tebboune a-t-il réussi son pari d'enterrer le hirak et d'asseoir sa légitimité sur le pouvoir ? Au lendemain du 1<sup>er</sup> novembre, date de la commémoration du 68<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la révolution anti-coloniale, Tebboune semble reprendre de l'assurance.

Tebboune croit surtout que la gestion répressive du hirak a porté ses fruits. En s'appuyant sur un amendement du code pénal, l'article 87bis, qui criminalise tout acte pro-hirak ou toute opposition classée de fait comme subversive, il a certainement neutralisé ce mouvement populaire pacifique et radicalisé.

### Situation politique dans l'impasse

Ce dispositif du tout-répressif a permis à Tebboune et aux « décideurs » d'arrêter des centaines d'Algériens, d'emprisonner plus de 300 hirakistes et d'en condamner des dizaines dans des procès arbitraires et expéditifs où les règles du droit ont été totalement piétinées. Ce mouvement populaire qui a boycotté l'élection présidentielle, scrutin où Tebboune a été élu le 12 décembre 2019 avec une abstention record dans des élections les plus rejetées par le peuple algérien. Trois ans plus tard, il est toujours perçu comme un président illégitime, désigné par l'état-major de l'armée, seul vrai décideur du politique en Algérie. Le rejet du système par la population reste vivace et, à défaut de réagir à vive voix, la population conjugue colère et humour cynique sur un pouvoir décrédibilisé. Il faut dire que la situation politique est dans



Le président Tebboune. WIKIMEDIA COMMONS

l'impasse. Un régime installé par effraction sans projet économique clair qui intègre les préoccupations sociales de la population et sans volonté de démocratiser la vie politique et sociale ne peut espérer une adhésion populaire. Le bilan de Tebboune est catastrophique.

### Répression tous azimuts

Sur le plan politique, la gestion autoritaire a démultiplié la répression envers les activistes du hirak comme elle a empêché une expression syndicale et partisane aujourd'hui réduite au silence. Les partis démocrates comme le RCD reçoivent des mises en demeure et

un parti de la gauche anticapitaliste comme le PST est suspendu de toutes ses activités politiques. Le champ politique est baïllonné. Seul un parlement-croupion et des institutions pro-pouvoir ont la possibilité d'agir et de se manifester. L'activité syndicale est quasiment diluée dans des fonctionnements organiques ou administratifs et quelques déclarations revendicatives. Aussi bien la centrale syndicale qu'est l'UGTA que la majorité des syndicats dits autonomes se sont « auto-neutralisés » pour éviter la disgrâce du pouvoir de Tebboune. Reste quelques exceptions comme le SATEF ou le CLA, syndicats de

l'éducation, ou quelques sections syndicales de l'UGTA qui tentent d'émerger de ce climat de peur et de reflux que la répression du hirak a installé dans la société.

### Les luttes sont devant nous

Plus que jamais, le font social comme le combat démocratique doivent revenir à la surface et faire sauter le verrou de la répression qui a installé la peur et laissé l'initiative à la dictature autoritaire représentée par Tebboune. L'atomisation de l'action militante et sa vulnérabilité, le reflux de l'activisme hirakiste dans les réseaux sociaux, la pression soutenue contre le hirak de la diaspora, l'anesthésie d'un mouvement syndical en quête de renouveau, le blocage de l'activité des partis et la neutralisation de toute pensée critique rendent difficile l'expression d'un mouvement de contestation politique ou sociale. En plus, le recul du hirak a apporté sa part de dépolitisation et de désillusion. Mais tous ces paramètres peu encourageants pour les luttes sociales et politiques en Algérie ne signifient pas un reflux de longue durée ni une défaite durable du mouvement social et ses expressions politiques. Notre conviction est que le hirak n'a ni échoué ni disparu de la conscience sociale. Il est démembré par la répression mais pas brisé dans ses ressorts. Il a permis une politisation d'une jeunesse qui tournait le dos au politique comme il a permis d'accumuler des formes d'expression multiples et nouvelles ainsi que des savoirs militants qui seront des outils de résurgence de l'action politique revendicative porteuse de radicalité politique et sociale.

**Abder Raphi**



La première stratégie admet comme inévitable la permanence d'un courant néofasciste à influence de masse. L'argument principal est que le bolsonarisme fait désormais partie du « paysage » institutionnel. Le mieux serait donc non seulement d'accepter, mais de pousser à la « normalisation » du bolsonarisme. Pas pour provoquer. Et de faire des gestes qui signalent une volonté de coexistence, inspirée par le respect démocratique du gouvernement Lula, avec l'opposition de droite, voire Bolsonaro.

La seconde affirme que rien de tout cela n'est possible. Elle affirme que le bolsonarisme est un courant néofasciste qui a un pied dans la légalité et un autre dans les coups d'État. Les ambiguïtés des déclarations de Bolsonaro, depuis l'élection, ne sont que des déguisements. En perdant l'armure légale de sa fonction, Bolsonaro doit faire l'objet d'une enquête et être puni. « Débolsonariser » les institutions, à commencer par la police, notamment la police fédérale des routes, en raison des scandales accumulés, devrait être un combat inévitable. Cette tâche ne peut être confiée au pouvoir judiciaire comme s'il s'agissait d'une routine administrative. Elle ne peut être gagnée que par une campagne politique d'agitation et de mobilisation de masse.

#### La menace Bolsonaro est toujours là

La sous-estimation du danger du bolsonarisme a été l'erreur la plus importante de la gauche brésilienne depuis 2018. À la veille du second tour, l'idée « de facilité » prévalait, selon laquelle la victoire serait acquise grâce à une différence de voix égale à celle du

## BRÉSIL Deux stratégies pour faire face à Bolsonaro

*Quelle devrait être la stratégie de la gauche face à la permanence du bolsonarisme ? C'est la première et la plus importante question imposée par la nouvelle conjoncture. Il y a essentiellement deux stratégies possibles. Entre elles, il y aura toujours des médiations intermédiaires, mais ce sont bien deux options.*

premier tour. Il s'agit là de bien plus que de l'optimisme naïf. C'est en réalité une mentalité qui sous-estime la force de l'ennemi et ne tient pas compte de la gravité de la situation. Certains veulent ignorer l'importance des barrages routiers et des rassemblements devant les casernes. Le bolsonarisme a en outre déjà démontré qu'il avait la capacité de mettre des centaines de milliers de personnes dans les rues. Il n'y aura pas de coup d'État pour empêcher l'entrée en fonction de Lula. La mobilisation appuyée sur les camionneurs pour en faire une étincelle destinée à enflammer la situation et à provoquer une intervention militaire s'est étiolée. Mais la mobilisation a dépassé le stade de la désobéissance civile et indique ce que sera la féroce stratégie du bolsonarisme dans l'opposition.

Ils n'ont pas renoncé à la lutte pour le pouvoir. Quand ils le pourront, ils n'hésiteront pas à s'appuyer sur les mobilisations contre-révolutionnaires pour renverser le gouvernement Lula, inspirées par la destitution de Dilma Rousseff. S'ils n'y parviennent pas, ils chercheront à constituer des forces pour les élections de 2024 et

2026. Si, finalement, le Trumpisme remporte une victoire aux élections américaines du 8 novembre, la possibilité d'une candidature forte de Trump renforcera l'extrême droite mondiale, y compris Bolsonaro, s'il n'a pas été vaincu d'ici là.

#### Ne pas reproduire les erreurs de 2015

S'il n'est pas arrêté, Bolsonaro sera le principal leader de l'opposition au gouvernement Lula. Aucun autre leader politique ne peut rivaliser de près ou de loin avec la confiance qu'il a suscitée. C'est une illusion d'optique institutionnelle que d'imaginer que, parce qu'il n'a pas de mandat, Bolsonaro cessera d'être entendu et suivi. Le bolsonarisme a une implantation sociale et une présence nationale. Il répond à une base sociale qui unit de puissantes factions de l'agro-business à la masse de la petite bourgeoisie, qui a divisé la classe ouvrière, qui draine un peu plus de la moitié des salariéEs à revenu moyen et qui a une audience dans les secteurs populaires.

Il ne faut surtout pas reproduire les mêmes erreurs que celles de 2015. Il serait impardonnable d'ignorer que la tactique consistant à nommer Joaquim Levy<sup>1</sup> et à céder au

chantage des groupes capitalistes les plus puissants a été fatale au sort du gouvernement de Dilma Rousseff. La classe dirigeante brésilienne ne mérite aucune confiance. La question centrale au Brésil n'est pas la pression inflationniste ou la croissance de la dette publique. Ceux qui proposent Meirelles<sup>2</sup> pour le ministère des Finances n'ont rien appris. Ce projet fait implicitement le pari de « rassurer » les investisseurs internationaux et nationaux face à la longue stagnation économique. Ce qui n'est pas possible sans augmenter la surexploitation des travailleurEs, au niveau de l'Asie du Sud-Est. La solution consiste à augmenter les impôts des grands capitalistes, en commençant par les grandes fortunes. Le défi central sera de rechercher le soutien et la mobilisation des travailleurEs et de la population. Le gouvernement Lula reposera, essentiellement, sur la capacité de la gauche à réunir la classe ouvrière.

#### Valerio Arcary, traduction J.S.

1 – Économiste libéral nommé ministre des Finances par Dilma Rousseff, qui a mené une politique d'austérité.  
2 – Henrique Meirelles, homme d'affaires brésilien, ministre des Finances, sous la présidence de Michel Temer, entre 2016 et 2018.

## IRAN Le régime islamique en crise accentue la répression

*Après plus de 50 jours de manifestations, la mobilisation se poursuit en Iran, face à un régime déstabilisé qui renforce chaque jour ses mesures répressives.*

Lors de sa mise en place en 1979, le régime islamique avait déclaré vouloir mettre fin à la domination du pays par les puissances occidentales. Il avait également proclamé être le pouvoir des pauvres et des déshérités. Mais, 43 ans plus tard :

– l'Iran est toujours économiquement dépendant du capital international, ainsi que de la politique de puissances étrangères comme les États-Unis, la Chine et la Russie ;

– les riches sont devenus de plus en plus riches, et principalement ceux associés au régime théocratique.

Pour tenter de réaffirmer son identité, le régime s'accroche névrotiquement à un autre de ses fondements : la domination des femmes par le biais notamment du durcissement des conditions du port du voile.



DR

#### Une volonté de lutte qui ne se dément pas

L'affichage ostentatoire de leur richesse par les privilégiés exacerbe la rage de la jeunesse. Simultanément, l'aggravation de l'oppression des femmes débouche sur leur volonté d'en finir avec toutes les mesures misogynes et patriarcales. Par ailleurs, la gravité de la crise économique s'accompagne depuis le printemps d'une montée des mobilisations sociales.

Tout cela explique pourquoi, depuis plus de 50 jours, les manifestations ne faiblissent pas. Au contraire, elles se radicalisent comme en témoigne l'omniprésence des mots d'ordre exigeant la fin de la théocratie et visant directement le Guide suprême, les milices paramilitaires et les Gardiens de la révolution (Pasdaran) dont elles dépendent.

#### Quelles hypothèses pour la suite ?

Un blocage du pays par les grèves permettrait seul d'en finir avec la Mollaharchie. Mais à cette étape, un mouvement gréviste dans les secteurs clés de l'économie se fait attendre. La faible structuration du mouvement ouvrier après des dizaines d'années de dictatures du Chah puis des mollahs, ainsi que l'emprisonnement de nombre de syndicalistes (depuis le mois de mai pour certains), explique en grande partie pourquoi la généralisation des grèves prendra du temps. Mais il ne faut pas oublier qu'il avait fallu deux ans de luttes pour renverser le Chah.

Pour la chercheuse irano-britannique Yasmine Mather, « nous sommes encore loin de la chute du régime », même si « la République islamique d'Iran s'affronte aujourd'hui à un défi majeur, plus grave que jamais au cours des 44 dernières années »<sup>1</sup>.

Tout indique qu'aujourd'hui le pouvoir n'a aucune intention de faire des concessions. Il semble estimer que toute recherche d'éventuels compromis constituerait un aveu de faiblesse, ainsi qu'un encouragement aux mobilisations. Reculer sur le voile lui ferait par ailleurs perdre le soutien des courants les plus fondamentalistes du régime. Dans de telles conditions, il faut s'attendre à un durcissement d'une répression qui a déjà causé au moins 273 mortEs, dont des enfants et une vingtaine d'adolescentEs, des milliers de blesséEs, et environ 14 000 arrestations.

Face à cela, la solidarité internationale avec la lutte de la population d'Iran est plus que jamais indispensable.

#### Dominique Lerouge

1 – Yasmine Mather, « Quelque chose doit changer », en ligne sur [alencontre.org](http://alencontre.org).

## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

# Violence continue dans l'est du pays

Les Kivu nord et sud et l'Ituri sont depuis des années en proie à des violences provoquées par de nombreux groupes armés. On en compte plus d'une centaine. La plupart sont très localisés et vivent grâce à l'exploitation de mines et aux rackets exercés contre la population.

#### Le M23 sévit de nouveau

Le groupe armé M23, fondé en 2012, a repris du service. Son apparition est liée avant tout à l'agenda du Rwanda. Les experts de l'ONU confirment ainsi que cette milice est soutenue par les forces armées rwandaises. Ce qui explique en partie leur succès militaire. Le groupe a conquis des villes comme Bunagana, Kiwanja et Rutshuru, située à 70 km de la capitale régionale Goma. Ce soutien s'explique par la volonté de Kigali de ne pas être marginalisée dans une région qu'elle considère comme son arrière-cour, tant au niveau sécuritaire qu'économique, puisqu'une grande partie de l'extraction des richesses minières, dont le coltan, s'exporte via le Rwanda.

#### Augmentation des conflits

Pour régler les problèmes d'insécurité de la région, le président Tshisekedi s'est tourné vers ses voisins de la Communauté d'Afrique de l'Est, les autorisant à franchir les frontières pour lutter contre les groupes armés. Si certains

*En République démocratique du Congo (RDC), le gouvernement Tshisekedi a ouvert la boîte de Pandore en autorisant les armées des pays riverains, à l'exception du Rwanda, à intervenir pour pacifier les régions de l'est du pays. En réponse, le président rwandais Paul Kagamé a réactivé le groupe armé M23 en RDC. Son avancée rapide souligne les carences des forces armées congolaises et ouvre une nouvelle crise humanitaire.*



DR

pourraient penser que, sur le papier, cette initiative de force régionale serait séduisante, elle se traduit bien différemment sur le terrain. En effet les pays interviennent d'abord et avant tout pour régler leurs propres problèmes. L'Ouganda avec les ADF (Allied Democratic Forces) une milice liée à Daech ; le Burundi avec son opposition armée Red Tabara ; et le Sud Soudan avec l'Armée du Seigneur de Kony. Le résultat est une augmentation des conflits. Bien souvent, les incursions des

armées des pays frontaliers sur le territoire de la RDC s'accompagnent d'exactions contre les populations.

#### Le ras-le-bol de la population

Les autorités congolaises, au lieu de tenter d'apporter les solutions politiques et économiques permettant d'apaiser les tensions communautaires, s'engagent sur des réponses militaires. Elles ont imposé un état d'urgence dans le nord Kivu et l'Ituri, dont le résultat est plus d'écraser la dissidence, pour reprendre les termes d'Amnesty

International, que d'améliorer la sécurité des populations.

Quant au M23, son avancée provoque la fuite de milliers de personnes qui rejoignent les camps de déplacés. Près de cinq millions y vivent dans des conditions de précarité extrême. Des manifestations spontanées ont rassemblé des milliers de jeunes en défense de la souveraineté de la RDC et contre le Rwanda. En parallèle, des messages de haine circulent contre les populations rwandophones, les Banyamulenge, qui vivent en RDC depuis des décennies.

Les exigences de la société civile<sup>1</sup> sont que le Rwanda cesse tout soutien au M23, le départ de la MONUSCO (la mission de l'ONU) au profit de brigades d'intervention, la levée de l'état de siège, la libération des prisonniers politiques et la fin de l'impunité y compris pour les politiciens locaux qui soutiennent en sous-main les milices armées pour mieux asseoir leur pouvoir.

#### Paul Martial

1 – Lire « Notre constat et nos propositions pour faire face aux violences armées à l'est de la République démocratique du Congo », sur <https://www.afriquesenlutte.org>.



## PLATEFORME A NI MARASME NI SCISSION, UN CONGRÈS POUR LA REFONDATION!

Depuis notre dernier congrès, la situation de crise globale de la rentabilité du capital s'est accentuée, entraînant une aggravation des différentes crises économiques, politiques, sanitaires et climatiques. L'inflation, l'accélération des contre-réformes, le développement de la conscience féministe, antiraciste ou écologique suscitent des résistances et des luttes éparpillées. Mais la crise du mouvement ouvrier organisé crée aussi une faiblesse structurelle que l'on peine à dépasser et empêche d'unifier les mobilisations. La nécessité de faire le lien entre le mouvement ouvrier non-organisé et organisé, la centralité de la grève, l'auto-organisation, sont autant d'éléments qui nécessitent d'être développés dans un contexte où la stratégie des directions syndicales contribue souvent au découragement. Pour y faire face, nous devons bien sûr construire le front unique, l'unité de la base au sommet des organisations du mouvement social autour de revendications unifiantes, et ce qui doit nous guider, c'est le fond politique des appels qu'on signe, ainsi que la politique qu'on y déploie. Nous ne devons pas hésiter, si nécessaire, à interpeller les directions bureaucratiques réformistes et à critiquer publiquement leur passivité, leur absence de plan de bataille ou leur politique de défaites. Car, si le front unique permet d'unifier la classe, il sert aussi à démontrer les limites du réformisme à une large échelle. Dans la même logique, il y a également une urgence à reconstruire des cadres unitaires antifascistes pour répondre à la montée de l'extrême droite, sécuriser les initiatives et les locaux militants. Mais si nous devons prendre notre part à la reconstruction du mouvement ouvrier, notre apport central est stratégique et programmatique, car ce n'est pas notre seule implication volontariste de « bons constructeurs de l'unité » qui fera la différence. Pour être capables de construire le front unique, nous devons construire

notre courant sans nous excuser d'être révolutionnaires. Ainsi, nous disputerons la direction des mouvements aux réformistes en proposant et en défendant notre orientation largement. C'est ce que nous appelons la refondation révolutionnaire du NPA. Pour cela, il faut d'abord acter que le NPA n'est plus un parti large, occupant l'espace à gauche du social-libéralisme, mais un parti révolutionnaire. Cela va de pair avec la construction de notre implantation sur les lieux de travail — et en particulier dans des secteurs féminisés et racisés comme le nettoyage, le soin, la santé —, sur les lieux d'études, mais aussi dans les quartiers populaires. S'implanter, c'est enfin prendre notre part dans la (re)construction ou le développement des collectifs écologistes, féministes, antiracistes, LGBTI. La refondation révolutionnaire du NPA, c'est aussi reprendre le travail d'élaboration programmatique. Ne nous contentons plus d'un simple programme d'urgence comme aujourd'hui, mais popularisons un véritable programme de transition communiste, crédible et désirable, qui articule notre stratégie à des mesures concrètes de rupture avec le capitalisme. C'est le seul moyen de faire progresser nos idées et de montrer ainsi notre utilité face aux illusions réformistes et parlementaristes. Nous proposons par exemple des pistes sur le moyen de passer d'une économie capitaliste à une économie planifiée, en parlant d'extension du champ de la sécurité sociale. Nous défendons aussi la rupture anticapitaliste avec l'UE du capital; une écologie anti-productiviste qui assume que décroissent certains secteurs de l'économie; une vision du capitalisme comme un système intrinsèquement de classe, de genre et de race en faisant des propositions stratégiques autour du travail reproductif, comme la grève du travail reproductif ou sa socialisation. Nous proposons donc que le congrès décide la réécriture de nos textes fondateurs et de nos statuts, et la rédaction d'un

manifeste programmatique coordonné par une commission élue par le premier CPN après le congrès, comprenant des membres de la direction et des différentes commissions. Enfin, parce que les questions de fonctionnement et de méthodes sont des questions politiques, nous défendons un parti au fonctionnement renouvelé où il fait bon militer. Nous ne voulons ni d'un front de tendances sans aucun centralisme démocratique, ni faire perdurer les restes d'un parti large dans une routine d'appareil, et encore moins dans un parti sans droit de tendance. Nous voulons donc un NPA révolutionnaire, inclusif et démocratique, qui refuse aussi bien les coups de pression virilistes que les manœuvres et les procès d'intention, avec des droits et des devoirs pour l'ensemble des courants. Si nous ne souhaitons pas fermer les sites des courants, nous souhaitons qu'ils priorisent la presse et le site « officiels », en proposant d'abord leurs articles à ces organes. En contrepartie, ils doivent pouvoir disposer de tribunes régulières dans ceux-ci, et de leurs propres onglets sur le site, qu'ils seraient libres d'alimenter comme ils l'entendent. Ces conditions remplies, les courants devraient revoir leur politique éditoriale pour mieux l'articuler à celle du parti, en s'intégrant aux comités de rédaction chargés de l'hebdo, de la revue et du site. De la même manière, l'ensemble des structures du parti (groupe de travail, commissions...) doivent être réellement ouvertes aux camarades de chaque sensibilité qui doivent en retour y participer activement selon leurs forces. Enfin, le parti dont nous avons besoin doit appliquer la rotation des mandats, et remettre les comités au centre du jeu, notamment par l'organisation annuelle des réunions nationales des comités, au lieu de les concevoir comme de simples exécutants. Ce sont eux qui ont porté la campagne #Poutou2022 et qui déclinent au quotidien la ligne nationale sur le terrain. Ils doivent avoir leur mot à dire.

**L**e 5<sup>e</sup> congrès national du NPA se déroulera les 9, 10 et 11 décembre prochains. D'ici là, l'ensemble des militantEs de l'organisation seront amenés à se prononcer sur différents textes d'orientation et motions, et à élire des déléguéEs pour le congrès national. Lors du dernier Conseil politique national (CPN), trois plateformes ont été enregistrées: l'Anticapitaliste publie cette semaine une contribution de chacune de ces trois plateformes.



# 5<sup>E</sup> CONGRÈS

## PLATEFORME B UNITAIRE ET RÉVOLUTION NPA UTILE FACE AUX RAVAGES DU CAPITALISME

### Une période d'instabilité, de difficultés et de résistances

Le congrès du NPA se déroule dans une période d'instabilité généralisée: aggravation des crises écologiques, guerre impérialiste en Ukraine, montée du racisme, de l'extrême droite et du danger fasciste sont la mesure des dangers qui menacent l'humanité. Nous sommes plus que jamais devant le choix « éco-socialisme ou barbarie ». Face à cela, des points d'appui émergent, malgré leurs contradictions: explosions de colère systémiques régulières dans le monde, mouvements de masse contre les oppressions, notamment la vague féministe mondiale, mobilisations massives pour le climat, luttes sociales d'ampleur, éléments de reconstruction d'une gauche antilibérale marginalisant les gauches libérales qui ont géré loyalement le capitalisme.

Les enjeux de ce congrès sont de positionner le NPA pour qu'il puisse intervenir dans la nouvelle situation, contribuer à la mobilisation du prolétariat dans sa diversité, à son unité dans la lutte pour une autre société, tout en travaillant à construire une force pour le renversement du capitalisme et la transformation révolutionnaire de la société.

### La révolution est nécessaire, mais pas de raccourci

Seule la rupture avec le capitalisme est réaliste: avec ses modes de production et de consommation productivistes, avec ses institutions étatiques, avec la



propriété privée des moyens de production. Détruire l'État bourgeois, construire une société de transition basée sur l'auto-organisation, vers une société sans classes et sans État, va de pair avec la socialisation de toutes les sphères de l'économie, et la bataille contre toutes les oppressions. En ce sens, la révolution est objectivement à l'ordre du jour. Mais aujourd'hui, les classes travailleuses sont disloquées, le prolétariat en pleine reconfiguration sur le plan social, sous les coups des crises comme des offensives pour maintenir les taux de profit. Le développement

de l'extrême droite et de ses idées, l'aggravation des politiques discriminatoires et autoritaires sont un obstacle majeur à l'organisation des classes populaires et à la défense de leurs intérêts. La nécessité de faire le pont entre l'actualité objective de la révolution et la situation subjective dicte les conditions de notre activité politique. Elle impose de combiner la bataille pour l'unité, pour des fronts unis, politiques et sociaux, avec une démarche transitoire, un programme comportant un ensemble de propositions qui tracent une réponse anticapitaliste globale.





# NPA

## CONGRÈS NATIONAL

### INAIRE, UN PITALISME



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

#### La plateforme B dans le prolongement de la campagne Poutou

Ces orientations ont été au cœur de la campagne Poutou, articulées à la perspective de la reconstruction des outils d'organisation et de défense de notre classe, y compris sur le plan politique. La campagne a également permis de défendre à une large échelle la nécessité de la rupture avec le capitalisme, pour construire une autre société débarrassée des oppressions et de l'exploitation. Nous avons ainsi eu l'oreille de millions de personnes, notamment dans la jeunesse, organisé des meetings

parfois massifs et recruté à notre organisation.

Contrairement à celle de la PFC, qui est la promesse d'un rétrécissement de notre surface et de notre audience au nom d'une auto-affirmation « révolutionnaire », la politique que nous proposons s'inscrit dans l'exact prolongement de celle qui a fait le succès de la campagne présidentielle. On notera d'ailleurs que les camarades de la PFC étaient en désaccord avec cette campagne, concernant tant le choix du candidat que les orientations, même s'ils font mine aujourd'hui de s'en revendiquer. Jusqu'à défendre cette idée absurde selon laquelle celles et ceux qui ont rendu possible et largement animé la campagne #Poutou2022 — y compris le candidat lui-même ! — auraient pour objectif de liquider les acquis de ladite campagne.

#### Un parti indépendant et ouvert

Nous défendons un NPA indépendant, révolutionnaire et ouvert, qui ne se contente pas de formules sur la nécessité de « regrouper les révolutionnaires », mais qui est attentif aux mobilisations et aux débats dans la société. Un NPA capable d'être moteur dans la construction des mouvements de lutte, sur les lieux de travail, écologistes, antiracistes, féministes, internationalistes, LGBTI, contre l'extrême droite, contre les violences policières, etc., en respectant leur démocratie interne et leur dynamique propre. Il s'agit également de convaincre, dans ces mobilisations, du bien-fondé de nos mots d'ordre, de nos stratégies, et de pousser à l'articulation de ces mouvements en vue d'un mouvement d'ensemble de notre classe.

Notre parti doit en outre être capable de « faire de la politique », autrement dit d'intervenir

sur le champ politique, dans les débats qui agitent et traversent notre camp social, et de poser la perspective, au-delà du développement des mobilisations, de la construction d'un outil politique pour la rupture avec le capitalisme et la transformation révolutionnaire de la société.

#### Un parti, pas un front de fractions

Un parti utile à ses militantEs et à la classe des exploités doit être un intellectuel collectif capable de développer des analyses et de construire des interventions en phase avec les dynamiques réelles de la lutte de classe. Nous avons besoin d'un outil politique capable d'élaborer, de réfléchir librement. Nous avons besoin de souplesse tactique, d'expérimentation, mais aussi de mise en commun de nos expériences pour en tirer collectivement les enseignements. Ce qui n'est pas le cas dans le NPA aujourd'hui. Nous devons en effet prendre acte que l'existence de fractions permanentes est en réalité la juxtaposition d'organisations distinctes porteuses de projets politiques différents, voire contradictoires, et constitue un obstacle à la construction d'un véritable parti. Les fractions ont jusqu'à présent opposé un refus à toute discussion sur le rétablissement d'un fonctionnement collectif et donc sur la sortie du régime de la « concurrence libre et non faussée » au sein du NPA. Dont acte. Nous n'avons pour notre part pas renoncé à construire un NPA indépendant, révolutionnaire et ouvert, dans lequel chacunE construit le parti et ses outils sans donner la priorité à la construction de sa fraction, et invitons toutes celles et tous ceux qui partagent ce projet politique et organisationnel à voter pour la PFB lors du congrès.

## PLATEFORME C «ACTUALITÉ ET URGENCE DE LA RÉVOLUTION»: POUR REFUSER L'ÉCLATEMENT DU NPA



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

**L**e capitalisme est responsable de toutes les crises qui menacent l'humanité et la planète. Celles-ci se combinent dans une fuite en avant destructrice pour les êtres humains et les écosystèmes. Surexploitation, précarisation, appauvrissement accéléré, guerres sans fin, durcissements autoritaires, voilà la réalité subie par l'immense majorité de la population, alors que le potentiel pour libérer l'ensemble de l'humanité de la faim et du besoin existe. La guerre menée par l'impérialisme russe en Ukraine illustre une nouvelle fois que le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. Nous dénonçons la responsabilité de Poutine, exigeons le départ des troupes russes d'Ukraine, affirmons le droit du peuple ukrainien à disposer de son sort et notre soutien à ceux qui se battent contre cette guerre en Russie même. Sans oublier de dénoncer la politique de notre propre gouvernement et de ceux de toutes les puissances occidentales qui en profitent pour avancer leurs pions, notamment avec l'extension du déploiement des troupes de l'OTAN. Les intérêts impérialistes rivaux risquent de faire basculer le monde dans un conflit plus général. Il faut en finir avec le capitalisme pour en finir avec la guerre !

Le prolétariat n'est pas sans réagir, avec des vagues inédites de contestation sociales de grande échelle depuis une décennie : printemps arabe en 2011, révoltes urbaines en 2019 dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, mouvements de masse contre le racisme et les violences policières, mobilisations féministes, pour l'urgence climatique, révolte agraire en Inde, soulèvements révolutionnaires cet été au Sri Lanka, aujourd'hui en Iran... Ce n'est pas l'énergie contestatrice ni révolutionnaire des masses qui fait défaut. Par contre, il manque des partis révolutionnaires capables de disputer la direction politique de ces mouvements d'émancipation aux partis bourgeois et/ou

aux bureaucraties syndicales et de pousser à la constitution d'organes de double pouvoir. Il serait vital que les groupes révolutionnaires qui ont un minimum d'implantation puissent se saisir des opportunités offertes par les situations d'embrasement social et travaillent à l'émergence d'un pôle des révolutionnaires en renforçant leurs liens à l'échelle internationale.

En France, le patronat continue à taper dur et le gouvernement Macron annonce une nouvelle attaque majeure contre le système de retraites. La colère sociale se manifeste aujourd'hui contre les ravages de l'inflation, mais plus fondamentalement contre les classes dominantes incapables de faire tourner correctement la société. La situation politique et sociale est instable, elle peut devenir explosive, mais il ne faut pas oublier que l'extrême droite est en embuscade, prête à gouverner comme dans d'autres pays dans l'intérêt des classes dominantes. Une course de vitesse est engagée : en finir avec l'extrême droite nécessitera de renverser ce système. Mais cela ne nous exonère pas de lutter pied à pied contre son influence idéologique, notamment au sein de notre camp social et de nous préparer à des situations d'affrontement avec elle. Nous participons à tous les cadres unitaires qui concourent à cet objectif mais sans illusions sur la capacité des partis de la gauche institutionnelle à « faire rempart » : au contraire, les politiques contre les classes populaires qu'ils ont menées dans des gouvernements de ces dernières décennies ont écoeuré des travailleurs et les ont poussés à se tourner vers les démagogues d'extrême droite. Les révolutionnaires doivent donc garder toute leur indépendance politique vis-à-vis de la gauche.

D'une manière générale, la nécessité de développer nos perspectives révolutionnaires, qui sont à l'opposé des impasses institutionnelles représentées aujourd'hui par la NUPES et la FI implique que nous sachions « frapper ensemble » sur toutes

les questions qui permettent à notre camp de se mettre en mouvement mais toujours « marcher séparément ». C'est pour cela qu'il était indispensable que le NPA présente un candidat indépendant à la présidentielle et que l'appel au vote pour la NUPES aux législatives quelques semaines plus tard a été une grave erreur de la part d'une majorité de sa direction. Cela a contribué à brouiller de nouveau les lignes qui nous séparent des organisations qui ne sont pas révolutionnaires. Vouloir construire en même temps « un outil révolutionnaire » et une « gauche de combat », comme le proposent les camarades du regroupement des « 3 et 4 octobre » à l'initiative de la plateforme B, participe du même brouillage.

Il faut à l'inverse renforcer le camp des révolutionnaires et avancer vers la construction d'un parti doté d'une stratégie tournée vers le renversement du capitalisme, avec une implantation dans la jeunesse et le monde du travail. Nous ne sommes pas isolés d'un milieu jeune qui se politise et cherche du côté des révolutionnaires. Cela veut dire bien évidemment d'abord préserver le NPA, un acquis pour notre camp. Le chantage entre « dissolution des courants, des tendances et des fractions » et « séparation à l'amiable » est inacceptable. Il faut persévérer dans le militantisme au sein de ce même parti, qui a su rassembler des révolutionnaires de traditions différentes et recruter une nouvelle génération militante. L'amélioration de son fonctionnement sera l'affaire de l'ensemble de ses membres avec la perspective d'en faire un véritable outil pour notre classe dans sa quête d'émancipation. Aucune mesure administrative ne pourra remplacer le débat démocratique, qui devrait au contraire s'appuyer sur la confrontation de nos pratiques et de nos points de vue mais surtout sur la centralisation de nos implantations et de nos interventions.

**Armelle, Aurélien, Gaël, Marie-Hélène, Zara**



## GENNEVILLIERS

## Geodis, quatrième semaine de grève

Vendredi 4 novembre la poursuite de la grève décidée le 17 octobre a été votée en assemblée générale. Pas unE seulE des 87 grévistes de la plateforme logistique Geodis n'a repris le travail. L'activité est toujours paralysée, en attendant de nouvelles propositions de la direction.

Cette grève fait mal au patron. Dans une note interne du 27 octobre, la directrice d'agence annonce : « il me paraît important de porter à votre connaissance le fait que nous avons d'ores et déjà perdu près d'un million de chiffre d'affaires en raison de cette grève ». La direction a donc été contrainte de faire de nouvelles propositions, 4% d'augmentation au 1<sup>er</sup> novembre et 500 euros en diverses primes versées en novembre. Les grévistes n'ont pas été convaincuEs, ces chiffres ne couvrant pas le retard des salaires et la hausse des prix subie cette année.



## Chantage de la direction

À cette offre, la direction a ajouté une nouvelle provocation en annonçant que « ces propositions ne sont valables que sous la condition d'une reprise du travail le lundi 7 novembre ». Les grévistes ont dit non à ce chantage misérable en votant la poursuite de la grève.

Ce bluff patronal est alimenté par son pari sur l'isolement de Gennevilliers. Les autres sites du Groupe restent en effet attentistes. La solidarité reste essentielle pour la victoire des grévistes. Des initiatives vont être prises localement.

Alimenter la caisse de grève par des collectes, par l'envoi de chèques individuels ou de structures, est une tâche à l'ordre du jour.

## Correspondant

Les chèques à l'ordre du syndicat Geodis Gennevilliers sont à envoyer à l'UL CGT Gennevilliers, 3 rue Lamartine, 92230.

Darmanin cible la dangerosité potentielle des migrantEs sous OQTF (Obligation de quitter le territoire français) quand elles ne sont pas mises en œuvre. À la remorque du Rassemblement national, il utilise le meurtre atroce de Lola dont est suspectée une migrante ayant une OQTF pour justifier une répression toujours plus violente et attentatoire aux droits humains.

## Retirer l'aide médicale d'État

Les préfetures devront réaliser un suivi serré des migrantEs ayant une OQTF qui seront inscritEs au fichier des personnes recherchées (FPR). Darmanin précise que les préfets veilleront « à leur rendre la vie impossible, par exemple en s'assurant qu'elles ne bénéficient plus de prestations sociales ni de logement social ». Quel mépris ! Partout en France, à Calais comme à Paris, sur la frontière avec l'Espagne comme avec l'Italie ou l'Angleterre, dans la Manche et en Méditerranée, sans oublier les Comores et Mayotte, des migrantEs meurent noyés chaque jour. Alors qu'ils et elles sont chassés de leurs campements de fortune, que les réservoirs d'eau et leurs tentes sont détruites, que leurs papiers sont volés, que les distributions des repas, quand elles ont lieu, ne leur permettent pas de s'alimenter correctement, que des femmes, des enfants et parfois des hommes sont « mis à l'abri » le temps d'une nuit quand il y a de la place, que les enfants ne peuvent pas aller à l'école. Ce que veut Darmanin c'est aggraver encore plus leurs conditions de survie en supprimant toute aide et notamment une des seules à laquelle les sans-papiers ont droit : l'AME (Aide médicale d'État).

## Limiter les possibilités des recours et les droits des personnes

Pour la mise à exécution des OQTF il faudra être rapide, explique

## RACISME D'ÉTAT La chasse aux migrantEs est ouverte !

Un nouveau projet de loi immigration est en cours, encore un ! La dernière loi date de 2018. Dans une interview au journal le Monde, Gérald Darmanin et Olivier Dussopt ont donné un aperçu du texte qui sera débattu début 2023. Une loi qui va précariser encore plus la vie de milliers d'exiléEs, à laquelle il faut s'opposer dès maintenant et dans la rue le 18 décembre.

## DARMANIN REFAIT LE COUP DE L'IMMIGRATION CHOISIE



Darmanin. La rapidité pour lui équivaut à la limitation des possibilités des recours et des droits des personnes. Il s'agit de ne pas « laisser le temps de créer des droits qui viendraient contredire des décisions d'expulsion » dit-il, donc instaurer un juge unique, organiser des audiences en visioconférence, et le rejet de la demande d'asile par l'OFPPA équivaudra à une OQTF.

## Colonialisme toujours vivace

La morgue de Darmanin s'exprime également lorsqu'il explique que

« l'immense majorité des étrangers » parviendra à « fabriquer d'excellents petits Français ». Cette phrase sainte le colonialisme toujours vivace de la France. Ce néocolonialisme s'exprime également par la mise en place d'un examen de français auquel devra se soumettre tout candidatE à un titre de séjour pluriannuel.

« La clé de la réussite de l'immigration, c'est l'intégration par la langue, les valeurs françaises, le travail », croit savoir Darmanin pour passer la main à

son complice Dussopt. Il s'agit de faciliter le recrutement d'étrangers à la demande des employeurs dans les « métiers en tension », c'est-à-dire avec des postes vacants en raison des conditions de travail, des salaires de misère ou des horaires de travail. Tout cela, précise Dussopt, fera l'objet de négociations avec les « organisations professionnelles ». Le titre de séjour serait d'un an maximum. Darmanin l'utilise pour sa propagande et séparer les « gentils migrants » (ceux qui travaillent) des « méchants ». Sic ! Le 18 décembre aura lieu la journée internationale des migrantEs. Soyons nombreuses et nombreux à manifester et à crier notre rejet de Darmanin, de sa politique et de son monde.

Commission nationale immigration antiracisme

SOLIDARITÉ, LIBERTÉ, ÉGALITÉ, PAPIERS !



Au piquet, tenu tous les jours de la semaine de 8 heures à 17 heures, parfois avec les enfants, des conjoints ou des proches, la grève est toujours aussi populaire auprès des passantEs. Le vrai problème des grévistes reste le contact avec d'autres salariées de Domidom. Elles-mêmes ne se sont réellement rencontrées que dans la grève. Avant cela, chacune d'entre elles ne connaissait au mieux que trois ou quatre collègues. La préparation de la grève a amené la mise en commun de tous ces contacts et permis de démarrer avec un noyau d'une quinzaine de grévistes. Pourtant, aujourd'hui encore, les auxiliaires de vie ont toutes les peines du monde à rencontrer les aides ménagères qui composent l'autre partie du personnel de Caen. Quant à entrer en relation avec les salariées des quelque 60 autres agences disséminées dans toute la France, c'est encore plus difficile.

## Les grévistes à l'Assemblée nationale

Pour briser cet isolement, les grévistes ont misé sur la

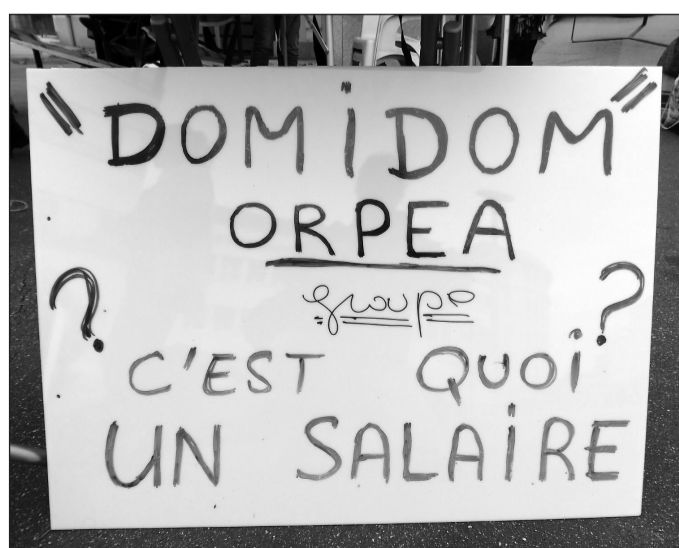
## CAEN Auxiliaires de vie Domidom : une troisième semaine de grève très active !

Les auxiliaires de vie de l'agence Domidom de Caen sont en grève illimitée depuis mardi 18 octobre. Elles ne sont qu'une quinzaine des centaines de salariées de cette entreprise privée, filiale du groupe Orpéa.

médiatisation de leur grève. Sur les réseaux sociaux, elles postent de courtes vidéos de leurs actions ou des résumés de la situation de leur mouvement. Tandis que la presse locale a bien couvert leur mouvement, les journaux, radios et télévisions nationales l'ignorent. Alors jeudi, à l'invitation du député socialiste local et de François Ruffin (dont le documentaire *Debout les femmes !* sorti l'an dernier traitait de leurs conditions de vie et de travail), les grévistes sont montées à Paris à l'Assemblée nationale. Des cadres d'Orpéa ont dû les recevoir dans la foulée. Mais le relais médiatique est resté cantonné aux réseaux sociaux. Le 49.3 utilisé dans la journée a contribué à vider l'Assemblée des journalistes...

## Entre 5 et 70 euros net mensuels d'augmentation proposés

Quant à la direction de Domidom, elle campe pour l'instant sur ses positions : augmentation des frais kilométriques et prise en charge de la moitié des frais d'une assurance dite de « prévoyance professionnelle » (pour couvrir les conséquences d'accidents de travail) dont seuls les cadres sont pourvus (à 100%, eux). Pour les salaires, on peut à peine parler d'augmentation : 70 euros net mensuels pour les mieux loties... et 5 euros pour les moins bien classées ! Les payes des auxiliaires se trouveraient non pas augmentées mais réduites à l'issue de la grève avec la ponction de la part de « prévoyance professionnelle »



qui serait à leur charge ! Pour l'éviter, la direction évoque — oralement — la possibilité de

faire grimper les grévistes dans la grille salariale. Une manière de leur donner quelques miettes

à elles... et rien aux centaines d'autres salariées Domidom.

## Soudées face aux manœuvres

Les grévistes ne sont pas dupes de la manœuvre. Pas plus que de celle consistant à verser la paye d'octobre, amputée de dix jours de grève, dès ce vendredi 4 novembre alors que d'habitude elle tombe plus tard. Samedi soir, elles organisaient une fête de soutien à leur lutte. Musique, danse, petits plats et boissons : rien ne manquait. Cela a été l'occasion de discussions utiles, de collecter un peu du soutien financier nécessaire pour combler les plus gros trous dans les payes, et aussi de chanter ensemble leur chant préféré : « Oh-lé-lé, / oh-la-la, / y'en a plus que marre, / du groupe Orpéa ! » Les grévistes sont soudées et sont loin d'avoir tiré toutes leurs cartouches...

Correspondant



## BORDEAUX Nouvelle Clinique Bordeaux Tondu : les salariées en grève pour leur dû

Depuis le 25 octobre, les salariées de la clinique privée du Tondu à Floirac, près de Bordeaux, sont en grève pour les salaires et les conditions de travail.

Le 25 octobre dernier, les ASH (agents de service hospitaliers) se sont mises en grève, soutenues par la CGT, pour une augmentation de salaire de 300 euros, du personnel et du matériel adapté. Dès le lendemain, d'autres salariées les ont rejoints. Au total, ce sont presque la moitié des salariées qui se sont retrouvées devant la clinique.

### Une direction très dure

Les négociations salariales entre la direction et le syndicat CGT sont restées bloquées. Les salaires dans cette clinique sont parmi les plus bas du département.

Les salariées ont ouvert une cagnotte en ligne, se sont adressés aux usagers par des tracts dénonçant leurs conditions de travail et en appelant à la solidarité financière pour les aider à tenir face à une direction très dure.

Cette clinique appartient au Groupe Saint-Gatien qui possède deux autres cliniques dans la région et une vingtaine en France. Le PDG



du groupe, également chirurgien à la clinique, M. Alfandari, n'a cessé d'étaler son mépris vis-à-vis des grévistes leur disant : « Vous n'êtes pas ma priorité » au moment de partir en vacances comme si de rien n'était. Misant sur le pourrissement du conflit, la direction a bluffé en permanence prétendant avoir annulé toutes les interventions... Les grévistes se sont aperçus qu'elle ne les annulait qu'au fur et à mesure, espérant la reprise.

Elle préfère reporter (aux alentours de 500 depuis le début), programmer dans d'autres cliniques et faire réquisitionner du personnel par le préfet pour tout ce qui est urgent, plutôt que de céder.

### 300 euros brut pour toutes

À l'heure où nous écrivons, la grève en est au 14<sup>e</sup> jour et les grévistes restent déterminés et solidaires. La tentative de la direction de les diviser en proposant une

prime supplémentaire de 50 euros brut pour les infirmières de la salle de réveil a échoué.

La direction a déjà dû revoir ses propositions à la hausse. À ce jour, la prime de vacances annuelle de 130 euros est passée à 200 euros ; le point d'indice de 7,10 à 7,35 (en intégrant l'augmentation à hauteur de 7,23 euros prévue dans l'enveloppe de 250 millions octroyée par l'État aux cliniques privées), ce qui représente 50 euros brut pour une ASH ayant 30 ans d'ancienneté. La prime des aides-soignants prévue à 30 euros est passée à 40 euros. Insuffisant ! Les grévistes restent sur leur position, 300 euros brut pour toutes, la création de postes et le paiement des jours de grève. Elles sont encouragées dans leur lutte par des passants, des patientes et leurs familles, solidaires de leurs revendications dans cette période où l'inflation les impacte aussi. La presse locale relaie leur lutte. Des militantes de la CGT d'autres établissements du public comme du privé, de SUD, du NPA, de RP, de LO viennent aussi soutenir leur grève. À suivre...

Isabelle Larroquet

## SANTÉ

# La bronchiolite envoie l'hôpital en réanimation !

*L'épidémie de bronchiolite, particulièrement virulente cette année, vient aggraver une situation déjà catastrophique dans les services de réanimation pédiatrique.*

Chronique d'un désastre annoncé ! Hier, c'étaient les urgences qui craquaient à l'approche de l'été. Aujourd'hui, il suffit de l'arrivée de la bronchiolite du nourrisson pour révéler l'étendue de la catastrophe hospitalière, faite d'austérité sans fin et de désespoir des personnels. Pour ne pas avoir à redire demain la même chose avec la grippe associée à une nouvelle vague covid, il faut bâtir une convergence des personnels de santé et des usagers, pour en finir avec la lente agonie de l'hôpital public !

### Un rustine de 400 millions d'euros

Sept mille soignants en pédiatrie ont signé une lettre ouverte au président de la République fin octobre, pour témoigner du manque de personnel et des fermetures de lits de pédiatrie, des services débordés face au début d'épidémie de bronchiolite qui doivent refuser des prises en charge pourtant urgentes, organiser en catastrophe les transferts de nourrissons à plusieurs centaines de kilomètres, ce qui demain sera impossible au pic de l'épidémie, quand toutes les régions seront saturées. Il n'est même pas possible de mobiliser la réanimation pédiatrique privée, cela n'existe pas. Pas assez rentable ! Face au scandale, le gouvernement a lâché 150, puis 400 millions d'euros. Une rustine qui ne calme pas la colère des soignants. D'autant qu'avec une loi de financement de la Sécu 2023 à + 4,1% pour l'hôpital, soit moins que l'inflation, l'horizon est toujours celui des réductions de personnels, des fermetures de lits, des reports d'interventions chirurgicales ou de chimiothérapies, de la mise en danger des personnels et du risque accru pour les patients d'erreur médicale, bref de l'effondrement de l'hôpital public.

### La colère des soignants intacte

Tribunes dans la presse, délégation devant l'Élysée, associations de malades (aide aux jeunes diabétiques, maladie foie enfants...) et des collectifs de soignants (collectif inter-hôpitaux, collectif inter-urgences, coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité) qui attaquent l'État en justice pour « carence fautive », la colère est bien présente parmi les personnels, et les médias en ont largement fait un sujet politique. Reste à transformer la colère en mobilisation, et c'est actuellement difficile en santé. Au CHU de Rouen, le chef du service des urgences a osé comparer ses internes en médecine en grève à des « terroristes » qui font « comme les ouvriers des raffineries » et qui se mettent en grève. Personnels des urgences, de pédiatrie, des hôpitaux, internes, et si toutes et tous ensemble avec le soutien des usagers, des syndicats, des associations de malades, nous disions « chiche » ! Toutes et tous ensemble, en grève pour nos salaires, nos heures supplémentaires et de nuit revalorisées et leur distribution à toutes les catégories, nos lits, nos patients et le droit à la santé !

Frank Prouhet

### MANQUE DE MOYENS EN PÉDIATRIE



La colère sourd depuis plusieurs mois dans les 8 étages de la librairie emblématique de Lille, l'une des plus grandes librairies d'Europe. En juin dernier, les primes d'intéressement et de participation ont été très décevantes. La cause ? Des échecs dans les magasins belges qui ont dû fermer (3 magasins) ainsi que dans celui de Carré Sénart dans l'Essonne.

### Des négociations secrètes pour... une prime décevante de 300 euros

À l'annonce d'une petite prime, une première vague de discussions a eu lieu dans les librairies pour un débrayage, reporté finalement en septembre. Sous la pression des libraires, face à l'inflation galopante qui nous touche toutes et tous, une réunion s'est alors tenue dans la librairie de Lille. L'ordre du jour était simple : quelles revendications pour une négociation exceptionnelle avec la direction nouvellement établie ? La réunion a statué sur une augmentation de salaires de 10% et une revalorisation de la grille d'ancienneté.

## LILLE Pour les salaires, même les libraires s'y mettent !

Une grève s'est déclarée pour la première fois depuis sa création à la librairie le Furet du Nord, à Lille, pour des augmentations de salaire.

Les négociations se sont déroulées dans le secret. Elles ont abouti à une prime de 300 euros et la possibilité de toucher 200 euros supplémentaires fin janvier si l'objectif de Noël était atteint. Spoiler : vu l'objectif demandé, ce ne sera pas le cas ! Beaucoup espéraient à minima une petite augmentation du salaire, l'annonce est restée au travers de la gorge. Pour envenimer la situation, une réunion au magasin de Lille s'est tenue avec le directeur. Censée apaiser les tensions, elle a ajouté de l'huile sur le feu avec un mépris à peine voilé.

### En grève pour de vraies revalorisations

La grève s'organise à la base grâce aux boucles de conversations et



au bouche-à-oreille. Le samedi 29 octobre, ce sont une soixantaine de grévistes qui se sont retrouvés sur la Grande Place de Lille avec des grévistes de Lille, V2 et Englos (dans la métropole lilloise). La journée a été festive

avec de nombreux slogans. Sans complexes, certains exhibent leur salaire : au bout de 21 ans de boîte, la paie est de 1400 euros alors qu'un nouvel arrivant touche 1300 euros ; d'autres expliquent que le métier change, on ne vend plus seulement des livres mais des accessoires, on s'occupe de la com'... le tout sans revalorisation salariale.

Cette journée a permis à toute une équipe de se rendre compte de sa propre force. Presque tous les CDI de Lille étaient en grève à 3 ou 4 exceptions près, dont la représentante au CSE de la CFDT. La réponse de l'entreprise reste attendue, mais il ne faut pas que les travailleurs et travailleuses du Furet perdent l'initiative après leur première grève !

Paul Legoure

Ces derniers jours, les grévistes ont reçu de nombreux soutiens, dont celui de l'ex-porte parole des grévistes de l'Ibis Batignolles, Rachel Kéké. Cette visite a permis de mettre en lumière le mouvement et les conditions de travail des salariées en sous-traitance. Si le bénéficiaire des prestations de ménage est une administration de la même famille politique que la députée Nupes du Val-de-Marne, celle-ci ne l'a pas épargnée pour autant : mercredi 26 octobre, en visite surprise devant la Métropole aux mains d'EELV, Rachel a dénoncé sa complicité avec un système qui profite des salariées : « les bas salaires, les traitements inhumains, ils le savent très bien ! » Plus tard, près 300 personnes ont passé la soirée avec les grévistes au centre communal de la Guillotière

## LYON Les agents de nettoyage en grève font parler d'eux

Les lyonnaises ne peuvent plus ignorer la grève des agents de nettoyage de la gare routière de Perrache qui dure depuis quatre semaines.

en soutien. Presque autant le lendemain, place Carnot, lors d'un rassemblement organisé par les syndicats. Ces appuis ont « réchauffé le cœur » des salariées, selon leurs termes, et les ont confortés dans leur combat.

Ambiance différente du côté de la Métropole. Seul le président, Bruno Bernard, a réagi en menaçant les grévistes d'une intervention du préfet pour faire cesser la grève, tout en assurant être à « leurs côtés ». Au

mépris s'ajoutent l'hypocrisie et la brutalité ! Du côté du groupe T2MC, des négociations bilatérales sont amorcées. Elles sont insuffisantes pour les agents qui continuent à demander des rencontres tripartites. De nombreuses organisations ont pris publiquement le parti de soutenir la grève : la CGT, le POID, le PCF et Ensemble ! Des contacts militants sont pris pour créer un comité de soutien, notamment à l'initiative du NPA 69.

Cette lutte contre la privatisation des agents prend ainsi une nouvelle ampleur au-delà de l'agglomération lyonnaise. Elle entre en résonance avec de nombreux mouvements pour redonner toute la place qu'ils méritent à ces travailleurs essentiels aux services publics.

### Marion (NPA Lyon Sud)

Pour suivre la grève : [www.cnt-so.org](http://www.cnt-so.org)  
Caisse de grève : <https://www.papayoux-solidarite.com/fr/collecte/gare-routiere-de-perrache-agent-de-service-en-grève-2>



**Souscription****Pour une gauche de combat, soutenez le NPA!**

**P**our la victoire des UkrainienEs contre l'agression impérialiste russe, pour la fin de l'apartheid dont sont victimes les PalestinienEs, pour que vive la lutte du peuple iranien contre la théocratie, solidarité internationale! Contre les politiques austéritaires, défendons les services publics, en particulier nos systèmes de santé, d'éducation, d'assurance chômage et de retraite! Contre la vie chère, imposons l'augmentation et l'indexation des salaires sur les prix! Contre les réactionnaires racistes, masculinistes, homophobes et transphobes, approfondissons le wokisme. Contre le cours autoritaire du pouvoir et son cortège de répressions, désarmons la police, abrogeons les lois racistes et sécuritaires! Contre les grands projets inutiles, imposés et écocidaire comme les méga-bassines, pour un l'écoterrorisme festif! Contre les grands événements inutiles, imposés et écocidaire, mais aussi dispendieux et bâtis sur la corruption comme les jeux Olympiques, et parfois même meurtriers comme la coupe du Monde au Qatar.



2023 sera à n'en pas douter une année où les raisons de se révolter et de lutter seront encore plus évidentes et pressantes qu'en 2022! Mais pour inverser le rapport de forces, nous aurons besoin d'unité et de radicalité tout à la fois. Partis, syndicats, associations et collectifs écologistes, antiracistes, féministes, LGBTI : nous avons besoin d'un front commun et durable de notre classe, articulant mobilisations de rue et batailles idéologiques, en particulier contre l'extrême droite. De ce front et des luttes de notre classe pourrait alors émerger une large force politique anticapitaliste, antifasciste, féministe, écologiste et internationaliste, pour la transformation révolutionnaire de la société. Pour que le NPA tienne sa place dans cette perspective, disons-le : il faut aussi de l'argent. Les cotisations de nos militantEs constituent environ 75% de nos ressources. Les dons sont donc vitaux pour combler les 25% restants. Se battre, dans la rue et dans les urnes, coûte de l'argent. Il faut imprimer notre journal, nos tracts, affiches, autocollants et banderoles. Il faut payer les loyers, taxes et assurances sur nos locaux. Il faut rembourser des voyages à nos militantEs. Il faut rémunérer quelques permanentEs pour des tâches clés. Il faut louer des salles pour nos meetings. Il faut régler les honoraires de notre expert comptable et de nos commissaires aux comptes. Il faut acheter des fournitures et consommables divers. Il faut soutenir notre société de presse et notre librairie. Il faut parfois payer des frais de justice. Quant aux élections, le mode de financement particulier de la présidentielle ne doit pas faire oublier que les autres scrutins sont beaucoup plus restrictifs. Il ne suffit pas d'être officiellement candidat pour bénéficier d'un remboursement minimal des frais de campagne. Ces petites et grandes dépenses forment un tout : notre budget. Nous avons besoin de vous. Pour une gauche de combat, soutenez le NPA!

**L**ouis Aliot, sérieusement marginalisé à l'issue du congrès du RN/FN, se présente comme le gardien de la politique de « dédialisation » de son parti menacée par un retour aux « excès pratiqués par le Front national d'un autre temps » (tribune publiée dans *l'Opinion* du 13 octobre 2022). Dans une interview donnée au quotidien de Perpignan, *l'Indépendant*, au lendemain de sa défaite, il enfonce le clou : « Le RN doit être un parti qui rassure et pas un parti qui inquiète [avec] une ligne qui permet un certain équilibre » (6 novembre 2022). C'est cette ligne qui a permis à Aliot de s'emparer de Perpignan aux dernières municipales, en séduisant une partie de la droite locale, et qu'il y met en pratique. Mais l'« équilibre » qu'il prône, à l'égard des cliques adversaires au sein du RN/FN, est quotidiennement mis à mal dans la capitale nord-catalane. Et penche lourdement du côté qui rappelle ce « Front national d'un autre temps »!

**Cynique opération de communication**

Nous avons déjà relaté dans les colonnes de *l'Anticapitaliste* (n° 622), outre sa politique hyper-sécuritaire et raciste, sa glorification nationaliste et colonialiste des « temps heureux » de l'Algérie française et des terroristes et putschistes de l'OAS (les généraux Zeller et Jouhaux, Pierre Sergeant...) — une OAS qui a servi de fonts baptismaux au FN... Des décisions d'Aliot qui ont suscité, en réaction, des mobilisations unitaires immédiates de la gauche associative, syndicale et politique. Depuis quelques jours, la gauche des Pyrénées-Orientales se mobilise à nouveau largement. Cette fois en défense de notre camarade

**Perpignan**  
**Aliot criminalise une militante antiraciste et anticolonialiste!**

*La gauche associative, syndicale et politique des Pyrénées-Orientales se mobilise pour soutenir Josie, militante antiraciste et anticolonialiste, attaquée par le maire RN de Perpignan, Louis Aliot, pour avoir exprimé une opinion politique. Un combat qui est celui de toutes et tous.*

**Comité de soutien à Josie BOUCHER**

Josie Boucher — militante bien connue pour ses engagements anticapitalistes, antiracistes et anticolonialistes — mise en examen à la suite de la plainte déposée à son encontre par Louis Aliot, au nom de son conseil municipal, pour « injure envers un corps constitué ». Quelle « injure »? À l'occasion d'un rassemblement en soutien aux réfugiés ukrainienEs, elle aurait — selon des propos cités par le quotidien *l'Indépendant* (5 et 6 mars 2022) — « injurié la commune de Perpignan, prise en la personne de son maire en exercice Louis Aliot, en l'espèce en tenant les propos suivants "les réfugiés ukrainiens n'ont pas grand-chose à attendre des fascistes" ». Aliot, dont le parti est connu pour sa haine à l'égard des migrantEs « non-blancs », avait en effet quelques jours avant monté

une cynique opération de communication en allant personnellement (!) chercher en bus une centaine de réfugiés ukrainienEs, tentant par la même occasion d'effacer les traces de la collaboration du RN/FN avec Poutine.

**Une attaque contre unE est une attaque contre touTEs!**

Un comité de soutien local, regroupant organisations et particuliers, vient d'être mis sur pied, autour d'un appel à signer : « Nous sommes et serons à ses côtés en défense de la liberté d'expression. En manifestant notre soutien à Josie, nous tenons aussi à dénoncer une tentative d'intimidation — qui nous concerne toutes et tous — de la part du maire de Perpignan qui exprime là sa volonté de faire taire toute opposition. Nous dénonçons

une grave atteinte au droit démocratique de chacune et chacun à s'exprimer et notamment à qualifier politiquement comme il/elle l'entend le courant politique dont Louis Aliot est un des principaux porte-parole. Nous exigeons la levée immédiate de toute poursuite à l'égard de Josie! » La campagne est bien engagée au niveau local. Elle doit prendre une dimension nationale. La possibilité du fascisme ne peut plus être écartée, et la fascisation est déjà en cours. L'attaque d'Aliot contre la liberté d'expression préfigure l'écrasement de toute forme de démocratie si l'extrême droite arrivait au pouvoir. On ne nous fera pas taire!

**CorrespondantEs NPA 66 (Catalogne nord)**

Pour contacter/rejoindre le comité de soutien : comitesoutienjosie@gmail.com

**Répression****Non à toute peine de prison! Relaxe pour Gaël!**

*Gaël Quirante, secrétaire de SUD Activités postales 92 et militant du NPA, va passer en procès le lundi 14 novembre 22 devant la cour d'appel de Versailles.*

**E**n mai 2018, pendant la grève de 15 mois des postierEs des Hauts-de-Seine, deux cadres qui tentaient d'empêcher physiquement Gaël et les grévistes de se rendre dans un centre, ont fait un faux témoignage contre lui en l'accusant d'avoir volé avec violence un téléphone portable.

**Remettre en cause par la voie pénale ce qui a été gagné par la grève**

Ces deux cadres agissaient en toute illégitimité... et en toute illégalité : le droit de Gaël à maintenir son activité syndicale a bien été reconnu. Leurs fausses accusations sont un moyen pour tenter de remettre en cause par la voie pénale ce qui a été gagné par la grève. Sur la base de ces fausses accusations, lors du procès en première instance, Gaël a écopé de trois mois de prison. L'audience a duré six heures : les seuls éléments à charge étaient les témoignages des cadres. Tous les autres témoins

démentent, et la vidéosurveillance n'a même pas été consultée par le juge. Celui-ci a pris un temps record de 15 minutes pour prendre sa décision : trois mois de prison avec sursis sur la seule base d'accusations de cadres!

**Faux témoignages en série**

Rappelons que le faux témoignage est une méthode récurrente de la part de la direction de La Poste : contre Gaël lors de sa procédure de licenciement, comme l'ont reconnu l'inspection du travail et les services du ministère du Travail, contre Vincent, postier réprimé dans les Yvelines ou même par le siège, comme l'avait révélé le reportage « La Poste sous pression » sur France 2 dans l'émission *Envoyé spécial* en septembre 2019 avec les cadres témoignant de l'existence d'une cellule spécialement chargée d'étouffer les suicides de postières et postiers. Si les trois mois avec sursis étaient maintenus en appel, Gaël serait à la merci de n'importe quelle nouvelle

condamnation : il écoperait alors de prison ferme. Rappelons que cinq postiers dont Gaël et Yann Le Merrer sont mis en examen par une juge d'instruction, également chargée de l'affaire Adama Traoré, à la suite d'une occupation du siège... en 2014! Là encore sur la base de faux témoignages de cadres. Le procès va se tenir prochainement, et toute nouvelle condamnation ferait tomber le sursis. Si des policiers arrêtaient arbitrairement Gaël en manifestation et l'accusent de rébellion : le sursis tombe. Une nouvelle grève, des cadres simulent une agression, et le sursis tombe aussi. Voilà pourquoi le procès en appel du 14 novembre constitue une échéance très importante. À l'échelle du secteur postal et au-delà : faire peser un risque de prison sur un syndicaliste connu serait un précédent dangereux. Rendez-vous lundi 14 novembre 2022 à 12 h au 5 rue Carnot à Versailles.

**Xavier Chiarelli**

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**

**librairie**  
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Horaires : Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi : 12 h – 20 h

**L'Anticapitaliste la revue**  
Le n°139 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste**, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.



**BD**

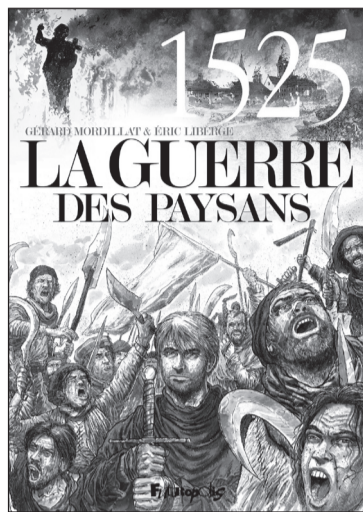
# 1525, La Guerre des paysans, scénario Gérard Mordillat, dessin Éric Liberge

Éditions Futuropolis, 110 pages, 22 euros.

En 1514, le chantier de la basilique Saint-Pierre de Rome, commencé en 1505, avance bien sous la direction de Michel-Ange et de Raphaël, mais coûte extrêmement cher. Pour financer la suite, le pape Jules II nomme Albert de Brandebourg à la tête du puissant archevêché de Mayence en échange de 24 000 ducats. Argent qu'il rembourse en vendant des indulgences sur ses terres — et dont il reverse la moitié pour la suite du chantier papal...

### Le scandale du commerce des indulgences

Le commerce de ces indulgences est, pour Martin Luther, le scandale de trop. Professeur à l'université de Wittemberg, protégé de Frédéric III, électeur de Saxe, il s'engage encore plus résolument contre le pape « prostitué », l'Église catholique, sa richesse et ses messes en latin, incompréhensibles du commun des fidèles. Dans son combat pour la Réforme de l'Église, il est rejoint par Thomas Münzer, moine proche des paysans et de leur misère. Pour eux, payer pour obtenir le



pardon de Dieu alors qu'ils sont déjà saignés par tous les impôts des seigneurs les pousse un peu plus vers la révolte.

Si Luther reste ferme sur son opposition au pape, il ne n'imaginait pas que ses 95 thèses contre le commerce des indulgences, traduites en allemand, seraient ainsi comprises comme un appel à se réapproprier les biens de l'Église catholique, mais aussi les biens de ceux qui

les exploitent et détiennent les richesses.

### Alliés, Martin Luther et Thomas Münzer finissent par s'opposer

S'étant rapproché des seigneurs et princes allemands, Luther finit par s'opposer à Münzer qui, lui, va plus loin en déclarant que champs, bois et rivières sont le bien de tous et pas seulement celui des seigneurs. À sa suite, les paysans, armés de fourches, faucilles et autres outils, pillent les monastères, libèrent les nonnes des couvents et incendient les châteaux... Des dizaines de milliers de paysans mènent cette guerre contre les riches et les possédants. Ils sont finalement battus, massacrés par milliers, et Thomas Münzer est pris, torturé et exécuté.

### Sanglant épisode de la lutte des classes

Après Engels<sup>1</sup> ou Ernst Bloch<sup>2</sup>, Gérard Mordillat et Éric Liberge reviennent sur ce sanglant épisode de la lutte des classes. Les deux auteurs avaient déjà commis ensemble la saga *le Suaire* (Futuropolis, 2018), autre opus sur la marchandisation dans l'Église,

et le plus contemporain *Notre part des ténèbres* (Les Arènes, 2019).

Ici, l'histoire nous est contée par la voix de Luca, jeune et talentueux dessinateur, élève de Raphaël, espion du pape, traducteur de Luther et finalement ami de Münzer. Le crayonné et les lavis en noir et blanc de Liberge alternent avec bonheur scènes intimistes et mouvements populaires.

Alliés à la fluidité du texte, les dessins somptueux donnent à cette révolte le statut d'épopée qui, à l'instar de la Commune de Paris et de la guerre d'Espagne, reste gorgée d'espoir malgré la défaite, rappelant ainsi les paroles Bertolt Brecht : « *Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu* ».

Citation pour citation, Thomas Münzer, au moment d'expirer aurait selon son bourreau résumé ainsi son combat : « *Omnia sunt communia* », « Toutes les choses sont communes », phrase écrite sur la banderole de la manifestation très contemporaine qui clôt l'album. Autre manière de dire : « *Tout est à nous, rien n'est à eux, ce qu'ils ont, ils nous l'ont volé* ».

### Jean-Paul Debest

1 — Friedrich Engels (1870), *La Guerre des paysans en Allemagne*, introduction Rachel Renault, préface Éric Vuillard, Éditions sociales, 2021.

2 — Ernst Bloch (1922), *Thomas Münzer, théologien de la révolution*, trad. Maurice de Gandillac, préface Thierry Labica, Éditions d'Amsterdam, 2022.

**Cinéma**

# Reprise en main, de Gilles Perret

Film français, 1h46 min, sorti le 19 octobre 2022.



La mécanique de précision est une tradition en Haute-Savoie, plus précisément dans la vallée de l'Arve. On y trouve de nombreuses PME de décolletage qui fournissent des pièces notamment aux constructeurs automobiles. Comme son père avant lui, Cédric travaille dans une de ces entreprises. L'usine est rentable malgré la pression des clients qui veulent obtenir les pièces au prix le plus bas.

### Cession à un fonds d'investissement

Les ouvrierEs apprennent que l'usine doit être à nouveau cédée à un fonds d'investissement. Déjà le climat s'était détérioré : non-renouvellements de machines, accident du travail, sanctions... Mais pour vendre l'entreprise à des investisseurs, la direction veut comprimer encore plus les coûts et prépare une charrette de licenciements. Cédric et ses amiEs de l'usine et autour, tentent une manœuvre désespérée : racheter l'usine en se faisant passer pour des financiers ! Pour cela, il faut un capital de départ et des prêts bancaires. Le film décortique le mécanisme des LBO (leveraged buy-out ou rachat avec effet de levier), ces reprises d'entreprises montées par des financiers qui veulent faire le maximum de profits le plus vite possible. En somme, les ouvrierEs retournent les armes des capitalistes contre les capitalistes. Et ça marche !

### Un film social qui se termine bien

C'est le premier film de fiction de Gilles Perret qui, jusqu'à présent avait réalisé des documentaires (notamment avec François Ruffin). Le film est profondément ancré dans la région d'origine de Perret. Outre l'usine, il filme la montagne de manière époustouflante et la bande d'acteurEs fait le job avec talent et humour. Gilles Perret explique qu'il a voulu faire un film social qui se termine bien. Cédric n'a rien d'un syndicaliste, il traite de ringard son père qui l'a été. C'est une belle histoire de solidarité, sympathique, où on ne s'ennuie pas. Mais ceux qui verront le film en décèleront vite les failles. D'autant que Perret lui-même ajoute à son happy end une dernière scène qui montre que « reprendre en main » une usine ne la sort pas du marché capitaliste... qui ne lui fera pas de cadeau.

Henri Wilno

**Essai**

# Travailler, la grande affaire de l'humanité, de James Suzman

Éditions Flammarion, 471 pages, 23,90 euros.

James Suzman a écrit un livre qui se lit comme un roman et qui fait vaciller les certitudes. Cet anthropologue britannique a longtemps vécu parmi les derniers peuples de chasseurs-cueilleurs de Namibie, les Ju/'hoansi (ou Jul'hōasi). Il a été étonné de constater que leur vie était beaucoup moins dure et moins faite d'aléas qu'il ne l'imaginait.

### Pas plus de 17 heures de travail par semaine

Il estime en effet qu'il y a déjà plus de 300 000 ans les chasseurs-cueilleurs ne passaient pas plus de 15 à 17 h par semaine à rechercher leur nourriture. Y compris dans un environnement aussi aride que le désert du Kalahari, en Afrique australe.

James Suzman remonte aux origines de l'humanité pour expliquer pourquoi le travail alimente autant aujourd'hui nos valeurs politiques et morales et comment il façonne nos perspectives d'avenir. Le travail est pourtant loin d'avoir eu ce rôle primordial pour les premiers homo sapiens.

### Plus de travail pour les agriculteurs que pour les chasseurs-cueilleurs

La recherche de l'énergie est présente comme primordiale, à l'instar de la découverte du feu — une véritable révolution —, qu'il fait remonter à plus d'un million d'années. Des premiers outils aux pyramides et aux mégalithes de Stonehenge en passant par le travail du tissier,

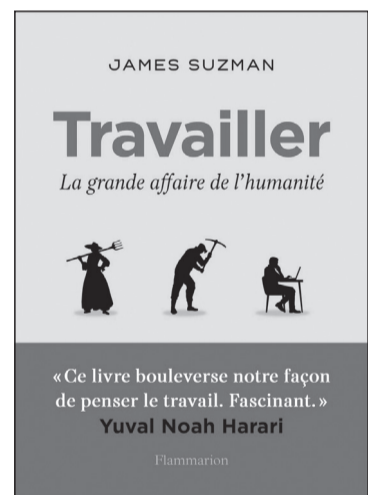
cet oiseau qui peut construire et déconstruire jusqu'à 158 des 160 nids très sophistiqués qu'il a construits, James Suzman ébranle nos croyances sur le travail.

Et si le travail ne répondait, pour les êtres vivants dont l'humanité fait partie, qu'à la nécessité de dépenser de l'énergie ? Et si le passage de l'humanité à l'agriculture n'était que le fruit du hasard et des changements climatiques ? Et non la volonté consciente de se mettre à l'abri des pénuries. À ce sujet, l'auteur explique que « *les études montrent non seulement que les premiers agriculteurs devaient travailler beaucoup plus dur que les chasseurs-cueilleurs, mais aussi que les bénéfices qu'ils tiraient de*

*ces efforts supplémentaires étaient souvent, au mieux, minimes* ».

### S'émanciper du travail pour répondre au changement climatique

Pour Suzman la révolution industrielle, qu'il préfère appeler « *révolution des combustibles fossiles* », qui est en train de laisser place à l'émergence de l'intelligence artificielle, met l'humanité devant un problème qui cette fois-ci est vital. Celui du basculement climatique. Il convoque Durkheim, Keynes (qui prédisait la semaine de travail à 15 h) et Marx pour nous aider à trouver notre chemin et à nous émanciper du travail comme source d'oppression.



Les trois dernières lignes de son livre nous interrogent : « *Pourquoi nous contentons-nous de laisser le marché récompenser ceux qui jouent des rôles souvent inutiles voire parasites, au détriment de ceux que nous reconnaissons comme essentiels ?* » Un livre passionnant !

Norbert Nusbaum

**Cinéma**

# Les harkis, de Philippe Faucon

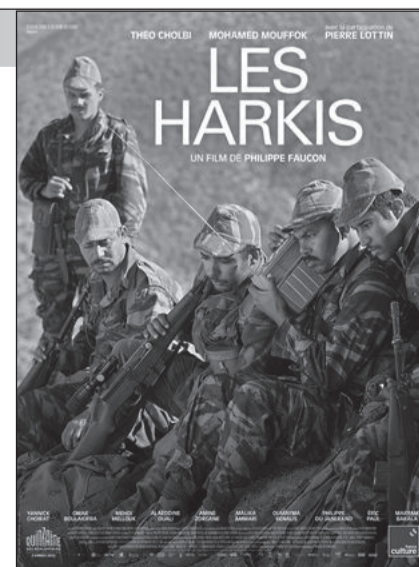
Film franco-belge, 1h22 min, sorti le 12 octobre 2022.

Ce film de fiction, très sobre, est l'histoire d'une trahison : celle de l'État français et de son armée vis-à-vis des Algériens auxquels ils ont assuré et répété que la France ne les abandonnerait pas. Philippe Faucon (dont ce n'est pas le premier film sur la guerre d'Algérie) suit, dans un paysage montagneux semi-désertique à la fin des années 1950 et au début des années 1960, un peloton de

harkis encadrés par des officiers français. Les raisons qui ont conduit ces Algériens à s'engager sont diverses : parfois des convictions pro-françaises mais aussi la misère accrue par le contexte de guerre, des conflits sanglants avec les hommes du FLN... Il y a aussi des ex-FLN faits prisonniers qui n'ont pas eu le choix. Ces harkis, lorsque ceux qui les commandent le leur demandent, font le sale boulot et notamment torturent.

L'armée fait tout pour cacher qu'elle se prépare à les abandonner. La fin de la guerre approche au fil des déclarations de De Gaulle. L'armée fait tout pour cacher la réalité à ceux qu'elle a embrigadés et dissimuler qu'elle se prépare à les abandonner, eux et leurs familles. Les officiers, qui, comme le lieutenant Pascal dans le film, veulent permettre à leurs hommes de rejoindre la métropole, sont désavoués. Servi par des acteurs remarquables et parfaitement crédibles, ce film (qui n'est en rien une réhabilitation des harkis) revient avec sobriété sur une des pages noires du colonialisme français en Algérie.

HW





# BASSINES, NON MERCI! « Sur notre territoire 90 % des exploitations n'irriguent pas : faire de l'agriculture sans entrer dans les logiques d'irrigation systématique, c'est possible »

**Entretien.** À Sainte-Soline, un peu avant la manifestation du 29 octobre dernier, **Julien Leguet**, un des porte-parole du collectif Bassines, non merci! est revenu sur les raisons de la colère qui s'exprime depuis plusieurs années dans la région. Pourtant, l'État a officialisé le 3 novembre un protocole d'accompagnement pour la création de 30 gigantesques réserves d'eau artificielles. Le combat continue.

Aujourd'hui, 29 octobre, c'est un moment un peu particulier de la lutte puisque la manifestation qui part de ce camp où nous sommes installés est interdite. Comment s'annonce cette journée et ses suites ?

Aujourd'hui, ce sera probablement la plus grosse manifestation qu'on ait jamais connue avec un niveau de détermination jamais atteint. Tous les arrêtés liberticides de la préfecture ne font que produire de la détermination. Chaque fois qu'on est harcelé, chaque fois que la préfecture cherche à nous faire passer pour de dangereux terroristes, ce sont les gens les moins radicaux qui trouvent intolérables que celles et ceux qui se battent pour la sauvegarde d'un bien commun puissent être traités comme des terroristes. On espère qu'aujourd'hui c'est la fin de l'histoire des bassines, que ce sera une journée historique : on va défilé, on va prendre d'assaut la bassine. Il n'y a pas d'autre stratégie, on y va ! Si on devait reculer, il y a plein d'autres stratégies superludiques qui obligeront le dispositif policier à s'éclater, mais on espère que ce soir, demain, le gouvernement Macron annonce un moratoire et une autre politique de la gestion de l'eau. Ce n'est pas avec plus de répression qu'on éteint l'incendie. Il n'y a que le dialogue ou l'ouverture du dialogue qui peut le faire. On s'attend à une journée rock'n roll. [...] On a de sérieuses craintes quant aux violences policières. On a vu les matos arriver hier devant la bassine. Le gars [des forces de l'ordre, NDLR], dans son gros sac il n'y avait que des bombes de désencerclement. Nous, nous ne sommes pas venus armés sur le site. Tout ce qu'on veut c'est défilé, s'exprimer et que les libertés fondamentales puissent exister. Et on nous répond à coups de lacrymo... Qui génère le désordre public, franchement ? L'État n'a qu'un geste à faire : reculer.

**Cette lutte met en jeu deux aspects. D'abord, la lutte contre l'agriculture productiviste, la propriété privée, c'est-à-dire la lutte économique pour le contrôle de l'eau, pour la démocratie, pour savoir qui décide de ce qu'on fait du bien commun. Ensuite, la lutte est sur le terrain de la liberté d'expression, contre la répression. Cette violence, c'est celle de l'État mais on n'a pas peur de cette forme de lutte qui est radicale, radicale par le nombre et par la détermination...**

Ce qui est sûr c'est qu'on a face à nous un véritable rouleau compresseur. Ce qui conduit à se demander : à qui profite le crime ? Ces mégabassines ne profitent pas aux paysans du coin (qui utilisent par ailleurs des pesticides certainement). Elles profitent aux mégafermes, aux fermes-usines. Elles font le lit des fermes de plusieurs centaines voire milliers d'hectares. L'agriculture de demain,



@LESSOULEVEMENTS

c'est ce désert comme aujourd'hui mais au lieu d'avoir 5 fermes sur la commune, il n'y en n'aura plus qu'une seule. Les bassines sont au service de cette agriculture intensive. L'eau c'est l'affaire de tous et cela doit faire normalement l'objet d'un encadrement technique qui s'appelle projet de territoire de gestion de l'eau (PTGE) et qui englobe tous les acteurs concernés. Or, aujourd'hui, la politique de l'eau, c'est l'accaparement par quelques-uns, c'est-à-dire les signataires du protocole pour la construction des mégabassines : la FNSEA, donc les chambres d'agriculture, les semenciers, les coopératives agricoles, l'État et les élus locaux compromis. Les ministres de l'Agriculture ont toujours été désignés avec le blanc-seing de la FNSEA, qu'ils soient de droite ou de gauche. Cette politique de la cogestion avec les lobbys agrochimiques est encore en vigueur en Nouvelle-Aquitaine. Alain Rousset, président de la région depuis 2016, l'incarne. Il va falloir que les élus communistes arrêtent de financer des projets, comme les mégabassines, qui vont dans le sens de la privatisation de l'eau notamment. S'ils sont pour la préservation des communs, qu'ils sortent du jeu des politiques libérales... comme Alain Baché.

**Il y a plein de sujets sur lesquels les élus doivent arrêter le suivisme avec les politiques libérales, les élus communistes mais aussi ceux d'Europe Écologie-les Verts qui sont parfois dans des situations inconfortables !** En Nouvelle-Aquitaine, sans les 10 voix du PCF, Alain Rousset n'a plus de majorité absolue. Ce qui veut dire que s'il veut faire passer les financements des bassines, il devra s'allier avec la droite, ce qui clarifierait les positions. À l'époque les Verts avaient une minorité de blocage. C'est pour cette raison que jusqu'à maintenant il n'y a eu aucun financement régional direct. En revanche, comme la région utilise des fonds dits FEADER (fonds européen agricole pour le développement rural), Rousset a réussi, avec les plans régions-Europe, à injecter

des centaines de milliers d'euros dans la précédente bassine et dans celle-là via le financement des CUMA (coopératives d'utilisation de matériel agricole) qui, elles, peuvent prétendre au FEADER.

**Est-ce que comme cela se dit parfois certains agriculteurs vont crever sans les bassines ?**

La moitié des bassines connectées le sont pour des céréaliers qui pour la plupart sont multimillionnaires et investissent dans l'immobilier. Ce ne sont ni des miséreux ni des petits éleveurs de vaches pressurisés par leur coopérative auxquels, d'ailleurs, on doit la compassion et l'urgence à sortir de leur système, parce qu'ils sont en train de crever et de faire crever tout le reste avec. Il faut rappeler aussi que sur notre territoire 90 % des

exploitations n'irriguent pas. Ce qui veut dire qu'on peut faire de l'agriculture sans entrer dans ces logiques d'irrigation systématique. Le maraichage nécessite de l'irrigation l'été, donc consacrons les volumes disponibles à garantir l'autonomie en légumes et en fruits sur la zone, mais arrêtons d'arroser du maïs qui ne nourrit personne, seulement le marché international ou des bêtes qui sont des herbivores à la base et qu'on contient dans des élevages carcéraux.

**Et les rapports avec le monde paysan ? Il y a de la sympathie pour la lutte ? C'est partagé ?**

Il y a une sympathie qui se matérialise par la présence à nos côtés de la Confédération paysanne depuis quatre ans, pour qui aujourd'hui cette lutte est une cause nationale. Nicolas Girod, son porte-parole est présent aujourd'hui. Le MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux) semble nous donner raison. Et puis, il y a par exemple M. Beguin qui est à côté et qui nous prête le terrain. [...] De nombreux paysans nous soutiennent, mais ils ne peuvent pas ou n'osent pas s'exprimer parce qu'il y a aussi les moyens de pression. S'ils sont irrigants eux-mêmes, ils sont pénalisés sur le renouvellement des volumes d'eau. Ils sont pénalisés pour postuler à de nouvelles terres à la SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) et leur famille aussi est visée. Il y a une vraie mafia agricole. Les actions futures, si ça ne bouge pas, ce seront des occupations de chambres d'agriculture ou de grosses coopératives comme Océalia qui a laissé des tonnes de maïs là-bas près de la bassine, dans lesquelles il y a de l'ammonitrate. Il y a deux mois, il y en avait plus qu'à Beyrouth quand le port a explosé. J'espère qu'ils ont fait le nécessaire. **Propos recueillis par Philippe Poutou**

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### AU MOINS 706 MORTS DE LA RUE EN 2021

« Au moins 706 personnes sont mortes de la rue en 2021 » dénombre, mardi 1<sup>er</sup> novembre, le collectif Les morts de la rue dans son dixième rapport « Dénombrer et Décrire ». Il s'agit d'un recensement « non exhaustif », précise sur Franceinfo Julien Ambard, épidémiologiste au sein du collectif. Il déplore un « problème de santé, un problème social pour lequel en France on a encore des moyens limités ». Depuis 2012, ce sont 5 508 personnes qui sont décédées parce que « vivre à la rue tue », précise le collectif qui comptabilise le nombre de personnes qui meurent des conséquences de leur existence passée dans la rue, avec des difficultés pour se soigner, se nourrir et avoir accès à l'hygiène la plus élémentaire. Pour l'année 2021, « 39 % des décès sont survenus dans la rue, dans le métro, dans un square, dans un parking ; 30 % dans un établissement de soins et 12 % dans un squat, une voiture, une cabane, dans les parties communes d'un immeuble, dans un garage, dans une cave », détaille le rapport. Selon le collectif, 89 % de ces défunts étaient des hommes, morts « en moyenne à 48 ans, soit 31 ans plus tôt que l'âge moyen du décès en population générale ». Et parmi ces décès, « 620 personnes [étaient] sans chez soi, 81 anciennement sans chez soi et cinq personnes récemment à la rue », explique le collectif sur son site internet. Si dans 58 % des cas, « les causes de ces décès sont mal connues », Julien Ambard assure que lorsqu'elles sont identifiées il s'agit « essentiellement de causes violentes, comme des agressions, des noyades et des suicides ». « Ça représente à peu près 30 % des décès de 2021 », constate-t-il. [...] Outre ce recensement, le collectif veille aussi à la dignité des funérailles. Une convention avec la mairie de Paris a ainsi été signée. « Pour tous les décès de personnes isolées ou sans chez soi, dont le corps ne sera réclamé par personne, les funérailles sont organisées par la mairie du lieu du décès », relate Julien Ambard. Il salue également le travail des bénévoles du collectif qui tentent de « retracer le parcours du défunt pour lui dresser un hommage » personnalisé « au moment de l'inhumation au cimetière de Thiais » dans le Val-de-Marne.

« Au moins 706 personnes sont mortes de la rue en 2021 », selon un collectif », franceinfo.fr, 1<sup>er</sup> novembre 2022.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	6 mois <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 €	6 mois <input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois <input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Mensuel	Hebdo + Mensuel
Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : ..... Signature obligatoire

www.npa2009.org